

هكذا من اجل

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE N° 13228 - 6 F Fondateur : Hubert Beauvère-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 9-LUNDI 10 AOUT 1987

SERVICES		MINITEL	
Radio-télévision	18	• Esp	
Météorologie	19	• Inf	
Météo-temps	14	• Jour	
Cartes	19	• Jour	
Annuaire classé	21	• Jour	
1987	19	• Jour	
Annuaire	17	• Jour	
Annuaire	17	• Jour	

Prenant pied dans l'entreprise...

### Chargeurs SA détient 11,7% de Proutis

Proutis, la filiale de la Compagnie générale maritime (CGM) spécialisée dans le transport de marchandises par mer, a été rachetée par le groupe français de la CGM. Le groupe français a acquis 11,7% des actions de la société. Proutis est une entreprise à capitaux multiples, appartenant à la CGM, à la Compagnie française de navigation (CFN) et à la Compagnie algérienne de navigation (CAN). Le rachat par le groupe français est une étape importante dans la restructuration de la CGM.

## Accord des cinq chefs d'Etat de l'isthme

### Espoir de paix en Amérique centrale

#### Un résultat encore fragile

La paix va-t-elle enfin s'installer en Amérique centrale ? Bien qu'il soit prématuré de répondre par l'affirmative, l'objectif est aujourd'hui envisageable avec l'accord intervenu à l'issue du sommet de Guatemala par les chefs d'Etat de la région. Alors que les discussions s'enlisaient depuis plusieurs années entre les multiples groupes qui recherchaient, en Amérique latine et ailleurs, une solution au conflit nicaraguayen, les gouvernements centra-américains proposent pour la première fois un calendrier commun pour une initiative de paix dans la région. Lyrique, le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias, principal artisan de cette négociation, a déclaré à la signature du texte : « Nous avons donné un exemple au monde, démontrant que le dialogue peut mener à la paix. »

Pour consolider ce résultat encore bien fragile, les chefs d'Etat ont prévu la création d'une commission internationale de vérification et de suivi réunissant toutes les organisations concernées par ce conflit. L'enjeu est de taille. Il s'agit de surmonter en trois mois des obstacles qui se sont accumulés au fil des ans et qui sont restés entiers malgré d'interminables discussions.

Un espoir de paix est apparu en Amérique centrale : les cinq chefs d'Etat des pays de l'isthme sont parvenus, le vendredi 7 août, à un accord pour le règlement des conflits. Les présidents du Costa-Rica, Honduras, Guatemala, El Salvador et Nicaragua ont signé, à l'issue d'un sommet de deux jours dans la capitale guatémaltèque, un texte de quatorze pages reprenant les principaux points du plan du président costaricien Oscar Arias. Outre un calendrier prévoyant l'instauration d'un cessez-le-feu dans les quatre-vingt-dix jours, l'accord exclut le soutien de tout pays aux mouvements de guérilla. Contrairement à l'initiative américaine de jeudi dernier, qui ne concernait que le Nicaragua, ce plan de paix s'applique à l'ensemble de la région.

(Lire nos informations page 14.)

## 6% de sans-emploi au mois de juillet

### Aux Etats-Unis, le chômage le plus faible depuis 1979

Aux Etats-Unis, le chômage a atteint au mois de juillet son plus bas niveau depuis 1979. Le département du travail a annoncé, le vendredi 7 août, que l'on comptait 7,2 millions de chômeurs, soit 6% de la population active. Ils étaient un million de plus il y a encore un an.

Depuis le début de l'année, le chômage n'a cessé de baisser aux Etats-Unis. La proportion de chômeurs dans la population active, qui était de 6,7% en janvier, est revenue à 6,3% en avril et à 6,1% en juin. Un nouveau record vient d'être établi puisque le taux, pour le mois de juillet, est tombé à 6% a annoncé le département du travail. Il faut remonter à 1979 pour retrouver un niveau aussi faible : 5,8% en moyenne annuelle. En 1982, ce taux était monté à presque 10%.

On compte maintenant 7,2 millions de chômeurs, soit un million de moins qu'en juillet 1986. Le nombre d'emplois progresse et l'économie américaine en a créé 470 000 supplémentaires au cours du seul mois de juillet. Le commerce de détail et les services privés quant à eux sont à l'origine pour le même mois de juillet de respectivement 60 000 et 80 000 emplois. L'industrie, malgré le recul de l'automobile, a augmenté ses effectifs de 70 000 personnes. Désormais, 112,7 millions d'Amé-

## Un deuxième convoi américano-koweïtien a franchi le détroit d'Ormuz

PAGE 3

## Un pas en arrière de M. Alan Garcia

Le président du Pérou suspend momentanément la nationalisation des banques.

PAGE 11

## La mort de Camille Chamoun

Le camp des chrétiens libanais affaibli.

PAGE 3

## Marilyn, il y a vingt-cinq ans

Une si jolie victime.

PAGE 2

## L'économie britannique en bonne voie

L'OCDE décerne un bon point à M<sup>me</sup> Thatcher.

PAGE 11

## L'exposition Jean-Emile Laboureur

Un graveur au Pavillon des arts.

PAGE 7

Le sommaire complet se trouve page 14

## Vacances studieuses à Beidaihe

### Les caciques chinois à la plage

BEIDAIHE de notre envoyé spécial

L'été, les dirigeants chinois fuient la canicule de Pékin. Sous les Mandchous, la fraîche cité de Chengde (ou Jehol) avait été promue au rang de capitale d'été. Aujourd'hui, des stations de montagne comme Lushan, mais surtout la plage de Beidaihe, à 300 kilomètres au nord-est de Pékin, hébergent les caciques du régime pour des vacances studieuses. Beidaihe fut le « Deauville » de la Chine au début du siècle. Elle en a gardé des villas de style occidental, parfois un peu kitsch, et son restaurant-pâtisserie Kiessling, fondé par des Autrichiens, sert encore une cuisine « occidentale », plus proche de celle d'une cantine d'entreprise que de celle d'un trois étoiles.

L'été dernier, entre deux baignades pendant lesquelles les vieux sont pratiquement portés dans l'eau par de jeunes gardes du corps musclés, réformistes et conservateurs s'y étaient affrontés au cours d'une bataille homérique qui aboutit, en janvier 1987, à la chute du secrétaire général du PCC, M. Hu Yaobang - jugé trop réformiste, - et à un retour en force des dogmatistes. Rien n'en avait transpiré et il fallut la crise étudiante de la fin de l'année pour en mesurer l'ampleur. En août 1958, Beidaihe avait déjà servi de cadre à la réunion élargie du bureau politique au cours de laquelle Mao Zedong avait lancé les « communes populaires ».

Beidaihe est une station où se succèdent par millions « congés payés », « travailleurs méritants » et cadres du régime dans des centaines de pensions très simples ou dans des villas cossues. La foule estivale - maillots de bain désuets (le bikini n'est pas

autorisé) et bouées multicolores - y envahit plages et rues. Rien ne vient, cependant, troubler le calme des dirigeants blottis dans la verdure et protégés par des escouades de policiers vigilants.

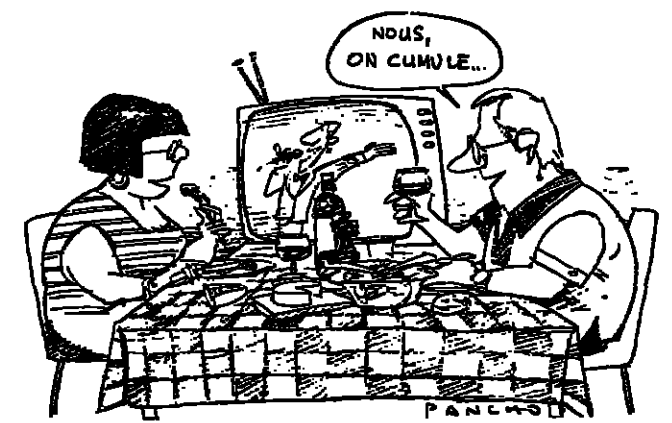
Il faut montrer patte blanche pour atteindre la station balnéaire. Chaque voiture doit être munie de macarons aux couleurs différentes - alors que la ville est « ouverte », même aux étrangers - indiquant le statut du véhicule et donnant la liste des rues qu'il peut emprunter. En dehors du centre-ville, la circulation automobile est réservée, en fait, aux seuls véhicules officiels dûment autorisés. On trouve à Beidaihe une des plus grandes concentrations de limousines noires, Mercedes ou Toyota, voire parfois une énorme « américaine ».

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 4.)

## Le temps des Français

### La télévision avant la table



L'INSEE vient de publier un minutage très précis des différentes activités des Français. En dix ans, le temps libre a beaucoup augmenté au net bénéfice de la télévision, la pratique des sports, les spectacles et les sorties étant les parents pauvres. La répartition des tâches domestiques entre les hommes et les femmes est moins inégalitaire ; le temps consacré au bricolage augmente, tandis que celui dévolu au ménage diminue. Enfin, les ruraux travaillent plus longtemps que les citadins.

(Lire page 11 l'article d'ALAIN LEBEAUCHE.)

## Une cité touristique sous les jardins du Carrousel

### Le vestibule du Grand Louvre

Faute de place, Paris continue la conquête de ses tréfonds. Après l'immense souterrain des anciennes Halles, dont le chantier s'achève avec le centre océanographique de la Fondation Custeau, après l'entrée du Grand Louvre et de sa pyramide, qui seront inaugurés dans quelques mois, un troisième projet de grande envergure va être lancé : une cité touristique située sous les jardins du Carrousel.

Il s'agit d'utiliser les 6 hectares s'étendant entre la place du Carrousel et l'avenue du Général-Lemoinne pour recevoir convenablement les véhicules et les visiteurs que ne manquera pas d'attirer la pyramide de M. Pei.

Comme il ne pouvait être question d'encombrer cet espace historique et de borner aussi peu que possible la grandiose perspective, tout devait disparaître sous les parterres à la française : parkings, galeries d'accès, boutiques, restaurants, salles d'exposition. Difficulté supplémentaire : ces aménagements ne pouvaient être financés par le ministère de la culture dans l'enveloppe Grand Louvre. Il fallait donc trouver des promoteurs publics et privés disposés à l'étude à trouver sa solution : celui de l'opération Carrousel-Tuileries.

Depuis deux ans, M. Pierre-Yves Ligen, qui fut pendant une décennie le grand patron de l'urbanisme parisien à l'Hôtel de Ville, s'efforçait de boucler ce dossier délicat. Il y est parvenu quelques jours à peine avant d'être nommé à la tête de l'établissement public du Grand Louvre en remplacement de M. Emile Biasini.

Le voici donc coordinateur de l'ensemble des travaux souterrains s'étendant à l'ombre des bâtiments du musée : 4 000 mètres carrés sous la cour Carrée, 20 000 mètres carrés sous la cour Napoléon et à présent 60 000 mètres carrés sous la cour du Carrousel. Au total, l'une des cryptes touristique-culturelles les plus vastes du monde.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 6.)

## AVIGNON 40 ANS DE FESTIVAL VUS PAR Le Monde



NUMERO SPECIAL 36 pages largement illustré 22 F

Un numéro rétrospectif exclusivement consacré au Festival CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Comment réussir aujourd'hui

Beaucoup de zones d'ombre subsistent encore. Le point qui a, semble-t-il, provoqué le plus de difficultés concerne l'organisation d'élections libres et honnêtes sous les auspices d'observateurs internationaux dans chacun des cinq pays, une fois les mandats présidentiels en cours terminés. Managua s'est toujours opposé à l'idée d'une supervision externe, mais le président Ortega aurait cette fois-ci accepté la présence future d'« observateurs ». Une concession importante qui demande encore à être précisée.

L'accord ne fait qu'une allusion à l'aide américaine à la Contra et ne prend guère en considération les anciennes exigences de Washington. Le plan récemment proposé par M. Reagan à la veille du sommet des chefs d'Etat était sensiblement différent. Même si les « cinq » ont ainsi lancé une forme de défi au président américain, dont on ne voit pas comment il pourrait justifier une opposition de principe à cette initiative, l'absence de références claires à l'avenir de l'ingérence « soviétique » et cubaine par exemple est à l'évidence un handicap pour l'appui éventuel que Washington pourrait apporter à ce texte.

Autre raison de prudence : les réactions des groupes insurgés. Les mouvements de guérilla et la Contra n'ont pas été consultés. Les rebelles antisandinistes, pourtant venus dans la capitale guatémaltèque pour « observer le déroulement du sommet » n'ont fait pour l'instant aucun commentaire alors qu'ils avaient bien évidemment tout de suite approuvé le plan de paix américain.

Ces incertitudes constatées - mais comment n'y en aurait-il pas dans l'ébauche de règlement d'un conflit de cette nature ? - il reste que la démarche des cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale représente un petit pas vers la fin de cet état de guerre larvée qui empoisonne l'isthme depuis plus de six ans.

# Dates

## Il y a vingt-cinq ans, la mort de Marilyn Monroe

### Une si jolie victime

#### RENDEZ-VOUS

**Mardi 11 août.** - Sao-Paulo : réunion des ministères des affaires étrangères de Contadora et du « groupe d'appui ».

**Mercredi 12 août.** - Brasilia : appel à la grève générale contre la politique salariale du gouvernement.

**Samedi 15 août.** : élections législatives en Nouvelle-Zélande.

#### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-87-27  
Télex MONDPAR 650 972 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

**Gérant :**  
André Fontaine,  
directeur de la publication

**Anciens directeurs :**  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauret (1969-1982)  
André Lantier (1982-1985)

**Date de la société :**  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

**Capital social :** 620 000 F

**Principaux associés de la société :**

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

**Administrateur général :** Bernard Wozniak

**Rédacteur en chef :** Daniel Verdet

**Correspondant en chef :** Claude Sals

#### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

Impression  
de « Le Monde »  
à la machine  
PARIS-12

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

#### Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 3615 - Taper LEMONDE

**ABONNEMENTS**

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGERS (par messagerie)

1. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

2. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 785-010 is published daily, except Sundays for \$480 per year by Le Monde c/o Spedintex, 45-45 38th Street, L.I.C., NY 11104. Second class postage paid at L.I.C. and additional offices. NY Postmaster : send address changes to Le Monde c/o Spedintex USA, P.O. 45-45 38th Street, L.I.C., NY 11104.

**T**OT dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 août 1962, dans un cottage de Brentwood, près de Los Angeles, une dose indéterminée, massive, de pentobarbital et d'hydrate de chloral envoyait au paradis (sûrement) une petite fille perdue de trente-six ans, la femme la plus célèbre de son temps. Vingt-cinq ans plus tard, le mystère de la mort de Marilyn Monroe est intact. Les ouvrages les plus divers, les plus farfelus, les plus sérieux, les plus invraisemblables, se sont accumulés sans rien éclaircir de cette fameuse nuit, et il est peu probable qu'on connaisse jamais la vérité, à supposer même qu'il n'y ait eu qu'une.

Le fait est que, pour tout le monde, dès l'aube du 5 août, la mort de Marilyn a paru suspecte : cette nuit, sur le téléphone, et le lendemain, brisé à la fenêtre... suicide ou accident ? Ce n'aurait pas été sa première tentative, une foule d'amis, de confidentiels et de psychiatres pouvaient en témoigner. Elle était souvent déprimée, habituée aux somnifères, à l'alcool, aux nuits quand même blanches (il y a d'ailleurs, invariablement, quelque un dans ces circonstances pour dire qu'il s'en doutait, s'y attendait, un prophète de l'après-coup), et traversait une période difficile, pour le moins, en plein tournage d'un film intitulé *Quelque chose va craquer...*

Mais elle n'avait pas semblé trop inquiétante au téléphone, la veille. Elle n'avait peut-être fait qu'oublier — la chose lui était déjà arrivée — de compter le nombre de pilules roses, vertes ou blanches qu'elle avait depuis le milieu de la journée... Et très rapidement on s'est mis à parler de crime. Ce suicide ressemblait trop à Marilyn, c'était coïncidé de fil blanc. Pourquoi ce geste interrompu vers le téléphone ? Et si on l'avait tuée ailleurs et amenée ici ensuite ? Ou droguée d'abord, et achevée d'une overdose par intraveineuse ou suppositoires ?

L'autopsie pratiquée par le docteur Noguchi (un grand découpeur de célébrités, de Sharon Tate au sénateur Robert Kennedy) n'était pas concluante, pleine de lacunes. A qui aurait profité le crime ? Il n'y avait que l'embarras du choix. Les Kennedy, justement, ou leur pire ennemi, la Mafia. On les deux.

#### Des éléments troublants

Les liens de Marilyn avec John Fitzgerald Kennedy, avec son beau-frère Peter Lawford, avec son frère Robert, attorney général des États-Unis, n'étaient pas secrets pour nombre d'observateurs. Les frères Kennedy n'étaient pas toujours discrets ni conscients des risques qu'ils prenaient. On aurait vu Robert (l'équivalent de notre garde des sceaux) se risquer avec Marilyn sur une plage de nudistes, seulement affublé d'une fausse barbe. Le 28 mai précédent, Marilyn avait fait une apparition surprise à la soirée d'anniversaire du président à New York et chanté « Happy birthday, Mr President » d'une voix légèrement brumeuse et grave.

Quant à la Mafia, Marilyn s'en était imprudemment approchée en devenant la maîtresse de Sinatra, en acceptant quelques diners ou week-ends en douteuse compagnie.

L'attorney général avait engagé une lutte à mort contre le crime organisé et s'était promis de réduire à néant de grands personnages comme Jimmy Hoffa, le chef du syndicat des camionneurs, mafieux notoire. Et la Mafia s'était juré d'en finir avec le clan des Kennedy, ces beaux gosses trop riches, arrogants.

Les uns comme les autres avaient quelque raison de penser que Marilyn en savait trop. Robert était

bavard dans l'intimité : Marilyn l'était aussi, surtout au téléphone, et tenait un journal intime. La supprimer, c'était évidemment la faire taire, mais aussi prévenir un chantage contre les Kennedy. Ou, à l'inverse, le provoquer, selon les thèses, les points de vue. De toute façon, beaucoup y trouvaient leur compte.

De plus, certains éléments troublants allaient dans ce sens. Il est singulier que le lendemain matin, dès la nouvelle connue, la liste des derniers numéros de téléphone composés par Marilyn ait disparu et soit restée introuvable. Pour « couvrir » qui ? Seule une autorité très haut placée pouvait agir aussi vite, ou les services du FBI, qui espionnaient Marilyn depuis des années (à cause de ses opinions politiques jugées trop à gauche, subversives, et de ses amours tumultueuses avec John et Bob). Il est étrange que l'on ait effacé tant d'indices, tout de suite,

grands acteurs du drame sont morts pour la plupart, ceux qui survivent se taisent obstinément. La montagne d'Anthony Summers, son fructif, son ambition de « tout dire », accouche d'une souris qui fait le désespoir de tous les biographes depuis longtemps : plus on en sait, moins on en sait. Il ne nous livre que des listes d'hypothèses et de « peut-être », sans être en mesure d'affirmer quoi que ce soit avec certitude, et épuise les moindres ragots, ergote dans une note imperturbable sur les dimensions exactes du tour de poitrine de Marilyn, se déchaîne en précisions macabres sur les résultats de l'autopsie du docteur Noguchi. Intelleuellement parfois, mais sans malveillance.

Car on ne peut s'empêcher de mentionner, à ce propos, le comportement souvent odieux, répugnant, d'une majeure partie de la presse à l'égard de Marilyn et la basse sottise

Finale, le scénario imaginé par Summers au terme de ses fouilles est complexe, mais il tient debout : Marilyn était depuis des mois de plus en plus dépressive, perturbée, arrivait avec tant de retard sur le plateau de tournage (on se faisait « porter pâle », hospitaliser, paniquée à l'idée de n'être pas assez belle, assez gaie, de ne pouvoir se retenir de bégayer à chaque réplique) que la Fox l'avait renvoyée en juin 1962, puis l'avait renvoyée. Ni le champagne ni son psychiatre, le docteur Gresson, ne peuvent endiguer son angoisse ; les doses de barbituriques augmentent en conséquence. Plus elle est amoureuse de Robert Kennedy, plus il s'en détache, décidé à rompre.

C'est à lui qu'elle téléphona au dernier : c'est lui qui la découvre dans le coma, encore vivante ; il est dans l'ambulance qui la conduit à la clinique lorsqu'elle meurt pendant le trajet ; s'il est publiquement mêlé à

saire de sa mort, au cinquième, au dixième, au vingtième — jusqu'à quand, au fait ? Va-t-on décrire le 5 août jour férié ? — la vie de Marilyn Monroe, ses trois mariages, ses amours. La légende est connue à satiété. Elle est triste du début à la fin. Née le 1<sup>er</sup> juin 1926, de père inconnu (le nom d'état civil de Marilyn est Norma Jean Baker), sa mère entre en asile psychiatrique juste après l'accouchement. Il est noté déjà ses grands-parents. « Adoptée » onze fois, violée très tôt (selon Maurice Pérois, *Marilyn Monroe*, éditions Garancière), mariée à quinze ans, toujours malheureuse en amour, elle avorte douze fois et se désespère de n'avoir pas d'enfant. Traquée par les hommes, traquée par la presse... Peu de gens auraient eu le courage de vivre trente-six ans de cette existence.

#### La force du mythe

L'énigme de sa fin n'explique cependant pas la durée de sa gloire posthume. La force du mythe Marilyn est sans doute profondément liée à sa personnalité contradictoire, divisée. Elle est, dans le travail, exigeante, très professionnelle, et distrait, exaspérante. Pour le public, elle est le symbole secoué du siècle et une enfant, la puce et l'innocence, l'inaccessible, irritable, et pourtant si fragile, vulnérable, touchante. Une si jolie victime.

Elle est tout de même, entre ses trois mariages — qui dans l'ensemble se conduisirent très correctement avec elle, — des amis fidèles, tels le docteur Gresson ou Norman Rosten (*Marilyn Monroe, un autre regard*, L'herminier éditeur) qui tentèrent de rétablir la vérité contre les commérages les plus sordides. Faut-il rappeler que, sur la trentaine de films auxquels elle a participé, il y a quelques merveilles, de *Niagara* à *Les hommes préfèrent les blondes*, en passant par *la Rivière sans retour*, *Sept ans de réflexion*, *Catons l'aiment chaud*, *Les Miffins*... ? Bref, qu'elle était une bonne comédienne ?

Une perfectionniste, sachant ses limites et désirant absolument être un jour une « grande actrice », anxieuse comme tous ceux et toutes celles que le regard d'autrui a figés dans le statut d'idole, de star, de ne rien céder à l'âge, à l'insure des cœurs et des corps (ce qui justifie ses « retards » : il lui était forcément de plus en plus difficile, sinon impossible, de recomposer l'image Marilyn) et on comprend aisément le mot qu'ont Jean Cocteau en apprenant la mort de Marilyn : « Je veux espérer que ce n'est pas le cinéma qui l'a tuée » ; de rester éternelle, « forever young » ; une femme splendide et fêlée, généreuse et intelligente — plus que tous les imbéciles qui l'ont tourmentée — pleine d'humour et douée de répartie.

Dans le livre de Norman Rosten figure le texte intégral de l'une des rares interviews, détendues et non piégées, qu'elle accorda Marilyn, celle à Georges Belmont, rédacteur en chef de *Mario-Claire*, en 1960. On peut juger de sa délicatesse et de sa perspicacité, de sa pudeur et de sa franchise, de sa tendresse jalonnée. La bande magnétique de cet entretien a été nettoyée, dépoussiérée, montée en film, commentée par Catherine Deneuve, et passera à la fin août sur Canal Plus. Que les plus incroyables écoutent encore cette voix, cette petite voix qui, selon Yves Montand, empêchait Marilyn d'être une tragédienne comme elle le souhaitait, et qui sut pourtant dire, trois mois avant de s'éteindre à jamais : « La gravité finit toujours par nous rattraper... »

On ne racontera pas une fois de plus, comme au premier anniversaire

MICHEL BRAUDEAU



Photo: M. M. M. M.

avant l'arrivée de la police (d'aucuns croient avoir aperçu Robert Kennedy lui-même entrer et sortir du bungalow) et après, dans les dossiers, etc...

Que dire des dizaines de traces bizarres dont le journaliste anglais Anthony Summers a fait le relevé en 1985 dans *Les Mises secrètes de Marilyn Monroe* (Presses de la Renaissance), avec une patience d'archiviste et une passion de détective insatiable ?

Seuls cinq cents pages d'investigation quasi maniaque sont à la fois captivantes et décevantes. Les

de nombreux témoignages publiés dans *Marilyn secrète* (Pygmalion éditeur), son ancienne femme de chambre, l'abominable Lena Pepitone, nous explique comment sa patronne était une fausse blonde qui se décolorait le pubis à l'eau oxygénée — même qu'une fois elle s'est brûlée, — mangeait les spaghetti avec ses doigts et était à table, ou très simplement. Et on ne compte plus les vantardises de tels jobards qui prétendent avoir « eu » Marilyn et révèlent l'inventaire de ses spécialités sexuelles. De quoi largement haïr le genre humain dans son entier.

cette histoire. Il est politiquement fâcheux : le cadavre est ainsi ramené au cottage pour une autre mise en scène, et, tandis que Kennedy s'écroule et demande au FBI de supprimer les derniers relevés téléphoniques de sa maîtresse, Peter Lawford écope quelques documents compromettants. Après cela, le docteur Gresson est prévenu vers 4 heures du matin et « découvre » Marilyn, froide et rigide. Ni meurtre, ni accident, ni suicide, à proprement parler. Ou plutôt les trois.

**Le Monde**  
dossiers et documents

**UN DOSSIER HISTORIQUE SPECIAL** 14 F chez votre marchand de journaux

# LA GUERRE D'ALGERIE

L'histoire d'une tragédie à travers les articles les plus significatifs du Monde. La chronologie des événements. Le portrait des principaux protagonistes.

سكان من الجزائر

disparition qui aff...  
le camp chrétien

La victoire des artistes

A TRAVERS LE MONDE



هكذا من الراحل

# Etranger

## LIBAN : la mort de Camille Chamoun

### Un des derniers monstres sacrés

Dans le palais volant qui nous amène de Paris à Larnaca, l'aéroport de Beyrouth était alors, une fois de plus, fermé. — le propriétaire du somptueux appareil est aux petits soins pour un beau vieillard à la cymbre blanche. Réparateur de Vespa dans les années 50, marchand d'armes (très) enrichi, mais (très) discret, il a scoté aux grands de ce monde, président Reagan compris, chouchoute-r-on. Mais lui n'a d'yeux que pour l'idole de ses vingt ans et ressent comme un privilège d'avoir mis à sa disposition un de ses deux Boeing particuliers, consacrant, suprême bonheur, sa journée de milliardaire volant à accompagner l'incroyable leader jusqu'aux portes du Liban tourmenté par la guerre.

Le Liban fraîchement indépendant, contre celui de son propre gouvernement, il prône que la Ligue soit l'instrument d'une unité arabe à l'époque favorisée par le Foreign Office et combattue par Paris. Ses manœuvres pro-arabes lui valent un rattachement à « l'ancien régime ». M. Chamoun a de la part du chroniqueur francophile Georges Naccache, Lequel M. Chamoun, sans jamais se taire, fera ultérieurement volte-face et deviendra un farouche adversaire du panarabisme.

#### Résolution pro-occidentale

Mais, entre-temps, il avait engrangé au centuple les fruits d'une politique qui avait fait de lui, en 1952, un président hautement agréé par les musulmans ayant de devenir leur bête noire. Une fois élu, grâce à l'islam, mais confronté à son irrésistible ascension de l'époque sous la bannière arabonassérienne, Chamoun est en effet amené à la contre. Résolution pro-occidentale — pro-anglo-saxon, serait plus exact — il refuse de rompre avec le Royaume-Uni et la France lors de l'équipée de Suez en 1956, se place l'année suivante sous l'ombrelle du président américain Eisenhower en adhérant à sa doctrine, mais ne parvient pas à sous le feu de la guerre froide de forces jusque dans son propre pays, à se joindre au pacte de Bagdad, rempart érigé par Londres pour endiguer le panarabisme progressiste montant, alliance de régimes moyen-orientaux conservateurs qui s'effondrera sans avoir finalement été d'une grande efficacité.

Commençant dans l'euphorie d'une farandole — tout réussissait à ce président jeune et beau, alors que les pétrodollars de la première génération ne saient encore se diriger que vers le Liban, le Liban du négocier, des centres de villégiature polissons, du Festival de Baalbek, — son mandat s'achève dans le drame : six mois de guerre en 1958 qui, pour n'être pas totalement civile, n'en fit pas moins s'entredéchirer les Libanais. Répétition à petite échelle de celle qui, dix-sept ans plus tard — et depuis (ix) ans déjà, sans que le terme en soit intervenu — devait carrément faire éclater le Liban, Chamoun, toujours présent, prenant de plus en plus, à mesure que s'égrenent les jours de tragédie, l'allure du vieux patriarche, certes magouilleux mais, sur le fond, inflexible.

Ayant contre vents et marées, grâce notamment à un débarquement américain, achevé son mandat, indolent succès pour son opiniâtreté, mais n'ayant pas réussi à en obtenir un autre, indéfinissable pour son ambition, Camille Chamoun subit une traversée du désert que lui impose son successeur, Fouad Chehab. Mais au lieu de se draper dans la dignité bafouée d'ancien président, il saisit la première occasion pour reprendre du service par le bas : député (en 1968), chef de coalition, ministre (en 1975), comme au bon vieux temps de ses trente ans.

Par la suite, il devait mieux tenir le cap du maronisme ombrageux, malgré quelques flics occasionnels avec l'islam, notamment lorsqu'il pensait pouvoir constituer aux yeux des musulmans un pôle alternatif dans l'exercice du pouvoir de la part des maronites.

L'alliance inter-chrétienne, dite trépanée, qu'il conclut en 1968 avec ses vœux d'ancien maronite, Pierre Gemayel et Raymond Eddé, est l'instrument de son retour en force. Elle est, néanmoins, considérée par des politologues libanais comme une erreur stratégique de la part des maronites, pères fondateurs du Liban, puisqu'ils se retrouvaient en bloc d'un même côté de ce qui pouvait — et devait — devenir une barricade.

En ce qui le concerne, Chamoun triompha : il empêcha, en 1970, le retour au pouvoir de son ennemi Chehab et redéveloppa un des pivots de la scène politique libanaise. Quand la guerre du Liban éclata en avril 1975, après une courte période conciliante, il devient dur parmi les durs du camp chrétien face aux Palestiniens ; et sa milice — les « nouours » : les « tigres », dont le nom dérive du sien, Camille Nemr Chamoun — se montre bien plus active, voire active, notamment en prenant l'initiative de donner l'assaut au camp de Tell-el-Zaitar, où elle n'est pas forte sur le terrain. On lui prête, ce qui ne le gêne guère, d'avoir été le grand père des rapports entre Israël et les chrétiens du Liban noués à l'époque, qui débouchèrent sur l'invasion de 1982 et l'éphémère remise en place du pouvoir chrétien à Beyrouth.

#### La Syrie, l'ennemi

Mais au fond, peut-être plus que les Palestiniens qu'il combattait alors, aux yeux de Chamoun, l'ennemi le plus dangereux pour le Liban, cristallisant le péril arabo-musulman, aura été la Syrie. Bien qu'il se soit rendu, aux premières années de la guerre, au temps de l'alliance syro-chrétienne, à Damas, il sera, dans sa syrophobie, constant, tenace, perçant, prononçant certes des relations de bon voisinage mais réclamant — sym-

Lucien GEORGE.

### Une disparition qui affaiblit le camp chrétien

Un des derniers monstres sacrés de la politique libanaise, Camille Chamoun, ancien président de la République, est mort, le vendredi 7 août, à quatre-vingt-sept ans.

BEYROUTH de notre correspondant

L'islam, par la voix de ses principaux personnages officiels — le président de la Chambre, M. Hussein Hussein, le chef du gouvernement par intérim M. Selim Hoss qui a décrété une journée de fermeture des administrations publiques samedi, et le mufti sunnite de la République Cheik Hanan Khaled, — s'est associé à l'hommage à Camille Chamoun et au deuil de la communauté chrétienne. La radio sunnite s'est mise à l'heure de la musique classique et si celle des druzes continue d'émettre des variétés, M. Joubblat a fait le geste essentiel d'ouvrir les routes du chof devant le cortège pour que le vieux leader soit enterré dans son terroir, à Deir-El-Kamar où il était né. Le président Gemayel a décrété un deuil national de sept jours et les chrétiens ont exprimé leur tristesse par un cortège monstrueux qui d'Achrafieh à Antélias a accompagné samedi matin la dépouille mortelle à l'église où se dérouleront dimanche les obsèques.

Sa disparition était, à vrai dire, cette fois si peu dans l'air que son hospitalisation avait, encore moins que les précédentes, été perçue comme l'antichambre de la mort. Aussi n'avait-elle pas suscité d'émotion particulière. Mais quand le décès fut annoncé, la tristesse et la consternation se sont manifestées et pas seulement chez ses admirateurs inconditionnels : pour beaucoup d'autres cela symbolisait la fin d'une époque, celle du Liban heureux de naguère qui s'estompe en creux plus.

Son hospitalisation avait même été perçue par certains comme une manœuvre d'une suprême habileté pour venir à bout du premier ministre par intérim, le musulman sunnite M. Selim Hoss, avec qui il avait engagé une épreuve de force autour d'une situation financière en pleine débâcle. Camille Chamoun est mort le jour où le dollar a crevé le plafond des 200 LL. Il avait un jour de l'an dernier scandalisé les Libanais par son cynisme en sortant de sa poche

un billet de 50 LL pour préfigurer le taux qu'il voyait atteindre par la monnaie américaine. Cette prévision, il y a un an, était inimaginable, est déjà quatre fois dépassée. C'est un pays à la dérive que laisse Camille Chamoun.

Le personnage occupait une telle place depuis si longtemps que sa disparition engendrait un grand vide. Camille Chamoun pesait lourd, et apportait au président Amine Gemayel, notamment ces derniers temps, une caution cruciale, face aux Forces libanaises, la milice chrétienne unifiée commandée par M. Samir Geagea.

#### Le successeur

Son successeur politique, M. Dany Chamoun, son fils cadet, parviendra-t-il à remplir la place ? Le rôle qui lui est naturellement dévolu lui donnera-t-il l'envergure que l'ombre géante de son père, même vieilli, ne pouvait que limiter ? M. Dany Chamoun aspire déjà, en tout cas, à une présidence de la République dont on ne sait même plus d'ailleurs si elle survivra au mandat de l'actuel président qui expire en septembre 1988, ni a fortiori sous quelle forme.

Bien que, d'une certaine façon, l'échiquier libanais ne doive pas en être bouleversé, la conséquence la plus évidente et la plus grave de la disparition de Chamoun sera, outre un appauvrissement du leadership du camp chrétien qui perd sa principale figure de proue et ne conserve de ses institutions. En à peine plus de deux mois, le gouvernement se trouve ainsi amputé de son principal ministre chrétien, après avoir perdu son premier ministre musulman, Rachid Karame, sans qu'il soit possible ni d'en constituer un autre ni même de le replâtrer.

A chaque événement, le Liban est un peu plus déstructuré. Et, manifestement, la mort de Camille Chamoun risque d'être un facteur paralysant supplémentaire. Damas, qui, dit-on, y joue à fond la carte du blocage — du gouvernement, de l'armée, de l'administration, de l'économie, — ne pourrait dans ce cas que bénéficier de tout coup de pouce du destin.

L. G.

#### EGYPTE

### La victoire des artistes

LE CAIRE de notre correspondant

Les artistes égyptiens ont finalement eu gain de cause, au terme d'un bras de fer d'un semaine avec les responsables. Les élections syndicales, pour le report desquelles une quarantaine d'acteurs, cinéastes et musiciens avaient entamé une grève de la faim (le Monde du 5 août), n'auront pas lieu le dimanche 9 août et sont reportées sine die. Après ce qu'ils considéraient comme une victoire, les artistes ont décidé de mettre un terme à

leur action de contestation. Acteurs, cinéastes et musiciens avaient organisé il y a une semaine un sit-in dans les locaux de leur syndicat, commencé à partir de mercredi une grève de la faim à laquelle participait notamment le metteur en scène Youssef Chahine, tandis que les comédiens interrompaient chaque soir leurs représentations dans la quasi-totalité des théâtres égyptiens pour attaquer la loi contestée devant des dizaines de milliers de spectateurs.

A.B.

#### A TRAVERS LE MONDE

##### Inde

### Émeutes à Amritsar à la suite d'un massacre d'hindous

Des émeutes ont éclaté le vendredi 7 août à Amritsar, la ville sainte des sikhs au Pendjab, après le massacre par des séparatistes sikhs de quinze hindous.

La police a ouvert le feu sur des manifestants hindous qui s'attaquaient à un commissariat et à des véhicules, blessant au moins trois personnes, selon la police. Le couvre-feu a été instauré pour une durée indéfinie.

été tuées dans l'Etat dans la soirée de jeudi.

Selon un responsable de la police, les services de renseignement craignent d'autres attaques des séparatistes (qui luttent pour la création d'un Etat indépendant au Pendjab) d'ici au 15 août, jour anniversaire de l'indépendance de l'Inde.

Le village de Jagdeo-Kalan est réputé être un bastion communiste. Les communistes sont fréquemment la cible des séparatistes sikhs, qui leur reprochent de s'opposer à leurs revendications. La violence liée à la question sikh a fait plus de cinq cent quatre-vingt-dix morts depuis le début de l'année. (AFP.)

● Accident d'autobus : 90 morts. — Un autobus transportant 110 personnes a brusquement quitté une autoroute, vendredi 7 août, pour plonger dans un canal. 90 passagers ont été tués, selon la radio All-India. L'accident s'est produit dans le nord de l'Etat d'Uttar-Pradesh, à 175 kilomètres au nord-est de la capitale provinciale de Lucknow. 35 corps ont été retrouvés, et les sauveteurs recherchent les autres victimes. — (AP.)

#### La tension dans le Golfe

### ● Un deuxième convoi de pétroliers américano-koweïtiens a franchi le détroit d'Ormuz

### ● Mise en garde du président iranien aux navires de guerre français

Les manœuvres navales iraniennes se sont achevées samedi 8 août à 0 heure sans aucun incident. Quelques heures avant la fin de celles-ci, plusieurs bâtiments de la marine américaine ont effectué des exercices à tir réel dans la mer d'Oman. Ces navires protègent les trois pétroliers koweïtiens sur le point de passer sous pavillon américain au mouillage au large de Khor-Fakkan (EAU), à 120 kilomètres au sud du détroit d'Ormuz.

Alors que Washington avait annoncé le report du départ de ce deuxième convoi de pétroliers vers Koweït dans l'attente d'équipements anti-mines, les trois pétroliers et leur escorte américaine ont franchi ce samedi le détroit d'Ormuz.

A ce propos, l'Italie a demandé officiellement à l'Allemagne de l'Ouest, qui assure actuellement la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, d'examiner la possibilité d'une initiative (pour draguer les mines du Golfe) sous l'égide de l'ONU. Des sources diplomatiques à La Haye indiquent, jeudi, que la Grande-Bretagne, l'Italie, la RFA et les Pays-Bas pouvaient examiner la création d'une force européenne conjointe de déminage. La France, quant à elle, aurait fait savoir qu'elle ne veut pas participer à une opération commune.

Le président iranien Seyed Ali Khamenei a affirmé vendredi que les navires de guerre français arrivant dans le Golfe devraient naviguer dans les eaux internationales et sans « intentions hostiles », faute de quoi un « affrontement » se produirait certainement. M. Khamenei, qui assistait à bord d'un navire iranien aux dernières phases des manœuvres Martyre, a déclaré que « toute flotte étrangère essayant de créer une tension dans le Golfe, recevrait certainement des coups », a indiqué IRNA.



MIAMI-NEWS

Mais, a ajouté le président iranien, « si un navire de guerre français ou d'autres navires de guerre » entrant dans le Golfe « choisissent de naviguer dans les eaux internationales et sans intentions hostiles, personne ne s'attaquera à eux. »

A propos des missiles tirés par les forces iraniennes durant les manœuvres Martyre, M. Khamenei a affirmé que les missiles sol-aérien étaient parmi « les plus puissants de leur catégorie » et que les missiles sol-aérien comptaient parmi « les missiles syani » la plus longue portée au monde », rapporte également IRNA.

M. Guerassimov a confirmé à cette occasion que l'URSS et l'Iran négociaient actuellement (le Monde du 8 août) la construction d'un oléoduc entre les deux pays, l'extension d'un gazoduc et la construction d'une liaison ferroviaire. M. Guerassimov a toutefois indiqué qu'« aucun accord n'était encore intervenu sur ces divers projets ».

Ces exercices dans le Golfe ont relégué au second plan le front terrestre de la guerre irano-iranienne. Des combats sérieux s'y déroulent pourtant depuis mercredi dernier, l'Iran a annoncé une nouvelle opération baptisée Nasser-7, au Kurdistan irakien, au nord du front, pour la conquête de hauteurs stratégiques. L'agence IRNA a annoncé jeudi la mort au combat du numéro deux de l'aviation, le général de brigade Abbas Babaf. Bagdad n'avait pas réagi, vendredi après-midi, à ces informations de Téhéran, mais son aviation, non mobilisée les jours précédents, a mené mercredi et jeudi de nombreuses missions, près de 150 en

24 heures, signe indéniable de tension.

Les combats n'ont en fait jamais cessé depuis l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 20 juillet, d'une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat. L'Irak a accepté cette résolution, avec des réserves au cas où l'Iran ne la respecterait pas. L'Iran ne l'a pas rejeté formellement, tout en la critiquant violemment.

D'autre part, le rapatriement des corps des victimes des affrontements de La Mecque se poursuit. Un avion d'Iran Air a atterri vendredi à Téhéran avec à son bord cinquante et un morts et trente blessés. Présent à l'intérieur, l'hopitalier islamiste Ali Akbar Montachemi, a averti une nouvelle fois que la vengeance de l'Iran et de « la communauté Hek-hollah » [les partisans de Dieu dans le monde islamique] s'exercera « directement sur les Etats-Unis ». Au même moment, une manifestation de centaines d'élèves étrangers de l'école théologique de Qom a eu lieu à proximité de l'ambassade saoudienne de Téhéran, gardée par les forces de l'ordre.

Des milliers d'Iraniens jurant de venger leurs morts ont manifesté à travers le pays lors des funérailles des premiers pèlerins morts, rapatriés de La Mecque. Selon l'Iran, six cents pèlerins ont été tués ou portés disparus lors des affrontements de La Mecque. Un responsable iranien a dit jeudi que la mort de trois cent vingt Iraniens avait été confirmée. Ryad avait annoncé la mort de quatre cent deux personnes dont deux cent soixante-quinze Iraniens.

Sur le plan diplomatique, Téhéran a essuyé trois revers dans les capitales non arabes du monde islamique, dont l'Iran attendait un soutien, n'obtenant aucun appui de la Turquie, du Pakistan et de l'Indonésie, plus grand pays musulman du monde. — (AFP, Reuters.)

ilyn Monroe

ne

Il y a eu un moment où l'on a dit que Marilyn Monroe était une femme qui avait su vivre. Elle a su vivre, elle a su mourir. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône.

Il y a eu un moment où l'on a dit que Marilyn Monroe était une femme qui avait su vivre. Elle a su vivre, elle a su mourir. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône.

Il y a eu un moment où l'on a dit que Marilyn Monroe était une femme qui avait su vivre. Elle a su vivre, elle a su mourir. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône.

Il y a eu un moment où l'on a dit que Marilyn Monroe était une femme qui avait su vivre. Elle a su vivre, elle a su mourir. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône.

Il y a eu un moment où l'on a dit que Marilyn Monroe était une femme qui avait su vivre. Elle a su vivre, elle a su mourir. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône.

Il y a eu un moment où l'on a dit que Marilyn Monroe était une femme qui avait su vivre. Elle a su vivre, elle a su mourir. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône.

Il y a eu un moment où l'on a dit que Marilyn Monroe était une femme qui avait su vivre. Elle a su vivre, elle a su mourir. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône. Elle a su être une femme. Elle a su être une actrice. Elle a su être une star. Elle a su être une légende. Elle a su être une icône.



# Asie

## JAPON : la mort de Nobusuke Kishi, ancien premier ministre

### De la prison au pouvoir

TOKYO  
de notre correspondant

La défaite du Japon en août 1945 marqua assurément, à bien des égards, une rupture avec le passé. Mais la nouvelle ère de son histoire qui s'ouvrit alors n'allait pas moins aussi comporter des continuités parfois troublantes — en particulier au niveau de la classe politique. Si certains dirigeants de l'après-guerre furent jugés pour crimes de guerre par le tribunal de Tokyo (pendant à celui de Nuremberg qui jugea des nazis) et certains exécutés, comme le général Tojo, d'autres, en revanche, renouèrent avec le pouvoir dès le début des années 50.

L'un des exemples les plus significatifs de ces retours inattendus fut celui de Nobusuke Kishi, qui fut mort, le vendredi 7 août, à l'âge de quatre-vingt-dix ans et fut premier ministre de 1957 à 1960 après avoir été considéré comme un criminel de guerre (Le Monde du 8 août). Son nom reste lié à l'une des périodes les plus troublées de l'après-guerre : le renouvellement du traité de sécurité avec les Etats-Unis en 1960 qui provoqua de grandes manifestations de protestation et la chute de son cabinet.

On l'avait surnommé le « spectre de Showa » (*showa yōkai*). Nobusuke Kishi fut, en effet, l'un des grandes figures, insaisissable, insubmersible et très influente de cette ère Showa qui débuta avec le règne de l'empereur Hirohito en 1926 et s'achèvera avec la mort de celui-ci.

Brillant, habile et aussi suave que déterminé, Nobusuke Kishi fit partie de cette élite sortie de l'université impériale dans les années 20. Il fut alors fortement influencé par Ikki Kita, le grand idéologue de l'ultranationalisme. Ministre du commerce et de l'industrie de 1941 à 1943 dans le cabinet Tojo, Kishi fut également

brèvement ministre sans portefeuille chargé du ravitaillement de l'armée. Il démissionna fin 1944. Annaparavant, il avait été responsable (de 1936 à 1939) des affaires générales du gouvernement de l'Etat fantoche de Mandchourie, c'est-à-dire de la Mandchourie annexée par le Japon. A ce titre, Kishi fut étroitement lié à ce qu'on appela la « clique de l'armée du Kwantung » qui régna une partie de la Chine de 1931 à 1935 et arriva au pouvoir avec le général Tojo.

Arrêté après la capitulation et considéré comme un criminel de guerre de classe A (comme le général Tojo), Nobusuke Kishi passa trois ans à la prison de Sugamo, à Tokyo. Mais son procès ne fut jamais instruit et il fut inopinément libéré en 1948. Comme d'autres prisonniers accusés à l'origine de crimes de guerre, il bénéficia en fait du revirement de la politique américaine à l'égard du Japon.

Avec l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong en Chine en 1949, le début de la guerre froide puis, en 1950, le déclenchement de la guerre de Corée, les Américains étaient plus préoccupés par la lutte contre le communisme que par la poursuite de la démocratisation du Japon ou les crimes de guerre. Une partie de l'administration américaine s'était, en outre, inquiétée de la montée du Parti communiste japonais, particulièrement fort dans l'immédiat après-guerre, et de la menace de grève générale de 1947. Les Américains cherchaient donc des Japonais qui pouvaient partager leur anti-communisme et les aider à faire de l'archipel la clé de leur stratégie dans le Pacifique le jour où il retrouverait son indépendance (ce qui allait être le cas, en 1952, avec la signature du traité de San-Francisco). Ils trouvèrent certains de ces hommes à la prison de Sugamo.

Parmi les bénéficiaires du changement de politique de

Washington se trouvait, outre Nobusuke Kishi, Toshio Kodama, chef du réseau d'espionnage japonais en Chine, qui allait devenir l'éminence grise de l'extrême droite nipponne et contribua à financer le Parti conservateur avec le trésor de guerre considérable accumulé en Mandchourie. Tout naturellement, étant donné les liens qu'il avait avec les Américains, Toshio Kodama fut impliqué dans le scandale Lockheed. Une autre de ces figures troubles, libérées sur ordre exprès du général Willoughby, chef des services de renseignement de MacArthur, alors sorti de pro-consul américain régnant sur le Japon, fut Ryochi Sasagawa, complice de Kodama en Chine, lié à Mussolini, aujourd'hui à la tête d'un empire bâti autour des courses de hors-bord.

Associé à ces personnages avant la guerre et les ayant retrouvés à la prison de Sugamo, Kishi prit quelque distance à leur égard après sa libération. Mais il n'hésita pas à faire appel à Kodama, fortement impliqué dans les milieux de la pègre, pour fournir les hommes de main qui assuraient la police débordée lors de la visite tumultueuse du président Eisenhower au Japon en 1960.

« Le plus subtil... »

Entre-temps, Nobusuke Kishi avait opéré un retour foudroyant sur la scène politique. Réélu au Parlement en octobre 1953 (quelques mois après qu'il eut recouvré ses droits civiques) comme membre du Parti libéral, il joua un rôle déterminant dans la création du Parti libéral démocrate en 1955, dont il devint le secrétaire général. Ministre des affaires étrangères, puis vice-premier ministre, il prit la direction du gouvernement en 1957.

Après la chute de son cabinet, Kishi conserva une influence considérable sur la vie politique japonaise. D'abord parce qu'il

était à la tête de tout le courant de droite du Parti libéral démocrate, pro-Taiwan et pro-régime Park Chung Hee en Corée du Sud, mais aussi parce son successeur fut son propre frère, Eisaku Sato, qui resta au pouvoir de 1960 à 1972 (1).

La carrière de Nobusuke Kishi est ainsi liée à Yostoku Matsuo, délégué japonais à la Société des Nations lorsque Tokyo décida de quitter cette organisation en 1932. C'est encore l'ultranationaliste et germanophile Matsuo qui signa l'alliance tripartite avec l'Allemagne et l'Italie en 1940. Aujourd'hui, M. Abe, l'un des successeurs potentiels de M. Nakasone, est marié à la fille de Nobusuke Kishi et il a hérité du clan de M. Fukuda, lequel tenait celui-ci de Kishi.

Assurément un conservateur, lié à la droite et favorable à la révision de la Constitution pacifique du Japon, Kishi était un trop fin politicien pour être un extrémiste. Il passa d'ailleurs allègrement du cabinet Tojo, qui décida d'entrer en guerre contre les Etats-Unis, à un pro-américanisme qui ne faillit jamais. Lui rendant hommage, M. Ishibashi, ancien président du Parti socialiste, a déclaré : « C'était certainement le plus subtil des premiers ministres de l'après-guerre. »

PHILIPPE PONS.

(1) Le père de Nobusuke Kishi prit le nom de son frère, Sato. Comme la famille Kishi n'avait pas descendu du cabinet Tojo, qui décida de Nobusuke fut adopté par celui-ci. C'est pourquoi, bien que frère, Nobusuke Kishi et Eisaku Sato portent des noms différents.

## L'anniversaire d'Hiroshima

### Quand des Japonais interpellent des journalistes des cinq puissances nucléaires

HIROSHIMA  
de notre envoyé spécial

« Dormez en paix. Nous ne réitérerons pas l'erreur. » Cette épithète au bas du Mémorial aux victimes de la bombe atomique à Hiroshima n'a pas été inscrite par les Américains mais par les survivants d'août 1945. Ils se sont mis à reconstruire la ville presque immédiatement, avant même de découvrir les effets des radiations sur ceux qui croyaient avoir échappé à la mort.

Aujourd'hui, Hiroshima est une agglomération riante et prospère d'un million d'habitants. Elle pourrait être une ville touristique nichée entre des montagnes verdoyantes et une mer intérieure couleur émeraude. Elle préfère s'en tenir obstinément à une seule mission : être la cité de la paix.

des pays possesseurs d'armes nucléaires.

Comment les habitants de ces pays peuvent-ils admettre, voire approuver, la possession d'armes atomiques ? Comment peuvent-ils croire qu'on ne se servira jamais de ces armes alors qu'on ne cesse de les perfectionner ?

Le journaliste chinois comme ceux de Grande-Bretagne et de France ont expliqué qu'une analyse de l'histoire des cinquante dernières années en Europe et en Asie était nécessaire pour tenter de comprendre sinon d'admettre la position de pays qui se sont dotés d'armes nucléaires de dissuasion. L'URSS, on l'a vu, doit fournir des signes concrets de changement d'attitude en Afghanistan, au Cambodge, en Europe de l'Est et par rapport aux droits de l'homme, chez elle, si elle veut créer un climat de confiance sans lequel de réelles négociations de désarmement ne sont pas possibles.

Le rédacteur en chef de la Pravda, M. Viktor Afanasyev, après avoir critiqué l'attitude de la Grande-Bretagne et de la France, qui « renforcent leur armement nucléaire » au moment où l'URSS fait des propositions positives de désarmement, a déclaré : « Les droits de l'homme sont en expansion en Union soviétique ; une grande révision de notre ligne diplomatique est en cours. »

Le représentant du New York Times, M. Seymour Topping, comme celui de la Pravda, sont convenus qu'un accord soviéto-américain sur les missiles à courte et moyenne portée avaient de bonnes chances de se réaliser à brève échéance. Ni l'affaire des Pershing 1-A, propriétés des Allemands mais dotés d'ogives nucléaires par les Américains, ni le projet IDS auquel « il est peu probable que les Etats-Unis acceptent de renoncer car il répond aux intérêts des groupes économiques du pays », ne sont de nature à faire échouer les négociations, a estimé le responsable de la Pravda.

A l'évidence satisfaits à l'idée qu'un premier pas significatif pourrait être prochainement sur la voie du désarmement nucléaire, les responsables d'Hiroshima ont, mezz voce, émis un vœu : que les Deux Grands se rencontrent un jour prochain dans leur ville.

JEAN-MARIE DUPONT.

# Europe

## RFA

### La polémique autour des quatorze Chiliens demandeurs d'asile tourne au désavantage de M. Strauss

BONN  
de notre correspondant

A l'initiative des partis de l'opposition, SPD et Verts, les protagonistes gouvernementaux de la « crise chilienne » ont été entendus vendredi 7 août lors d'une réunion extraordinaire des commissions des affaires étrangères et de l'intérieur du Bundestag (Parlement fédéral). L'opposition voulait forcer le gouvernement à avancer sa décision quant à l'accueil des quatorze Chiliens du MIR, le Mouvement de la gauche révolutionnaire chilienne. En s'engageant à leur assurer l'asile, Bonn réduirait le risque qu'ils courent d'être exécutés, après avoir été contraints — sous la torture, selon

les conclusions du ministre allemand du travail, M. Norbert Blum — à avouer des meurtres et des hold-up (voir Le Monde du 30 juillet).

M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre fédéral des affaires étrangères, a interrompu ses vacances à Berchtesgaden, M. Blum abrège celles qu'il passait au Brésil après son sensationnel affrontement à Santiago avec le général Pinochet à propos de la torture. Les deux principaux défenseurs des quatorze Chiliens ont rencontré l'intrahabitable ministre de l'intérieur, M. Friedrich Zimmermann, qui ne cédera rien tant qu'il n'aura pas la certitude que les quatorze ne se sont pas rendus coupables d'actions terroristes.

Avec de fermes recommandations du chancelier Helmut Kohl, en vacances en Autriche, et en quarante-cinq minutes de réunion, les membres du gouvernement ont réuni la promesse de reconstruire une apparence d'unité. Le « lifting » a tenu pendant cinq heures, ce qu'il devait tenir devant les députés. Plusieurs commentaires de la presse estiment samedi qu'il ne restait pas l'image du gouvernement ouest-allemand. La cohésion trouvée est un retour aux principes minimums sur lesquels le chancelier a pu mettre d'accord les troupes de la majorité : Bonn va continuer d'étudier le dossier cas par cas. Il n'y a aucun doute à avoir quant à sa condamnation de la torture. Aucune peine exécutoire n'a été prononcée par les tribunaux militaires chiliens, rien ne presse donc.

Etant donné que de nombreux pays (Autriche, France, Italie, Pays-Bas...) se sont dit prêts à accueillir les Chiliens, la décision de Bonn tend à devenir superficielle.

Si l'affaire dite « chilienne » ne menace sans doute plus la coalition, elle paraît devoir modifier les rapports de forces entre CDU-CSU et libéraux. Des bagarres multiples se sont livrées à propos des Chiliens, dont les plus inévitables sont celles du secrétaire général de la CDU, M. Heiner Gensler, contre le CSU de M. Strauss, et de la « vieille garde » de son propre parti, M. Geisler, avec une énergie qui devrait inquiéter le président de la CDU, M. Helmut Kohl, a profité de l'affaire pour imposer une nouvelle stratégie de l'union, visant à en faire « un grand parti populaire de centre ». C'est pour le CSU, qui redoute que les unions chrétiennes perdent l'électorat de droite, une « dérive gauchiste » intolérable, opinion partagée par les barons de la CDU rassemblés autour du président du groupe parlementaire CDU-CSU, M. Alfred Dregger. M. Geisler, qui cherche à détacher une partie de l'électorat du SPD et qui vise, avec l'aide de M. Blum, la conquête du dernier bastion social-démocrate, la Rhénanie du Nord-Westphalie, a proprement acclamé M. Strauss et le CSU.

En s'important dans cette affaire, le leader bavarois, qui, depuis des années, rêve d'entrer en gouvernement, a sans doute piqué la plus malheureuse de ses « crises ». Sa marge de manœuvre est rapidement devenue très étroite. Un de ses conseillers, M. Genscher Rohmser, professeur de philosophie sociale, pense que la CSU bavaroise doit rompre son alliance avec la CDU et devenir un parti national. L'aventure n'a apparemment pas tenté M. Strauss, qui se retrouve contraint à baisser le ton. Le chancelier Kohl ne s'est pas privé de le lui faire sentir.

Une délégation de proches et parents des quatorze Chiliens menacés de mort était vendredi à Bonn, à l'invitation des Verts. Ils n'ont pas pu déposer devant les commissions parlementaires, Silvia Aedo, compagne de Carlos Garcia Herrera, dont la condamnation à mort est examinée en appel, a dit que tous conservaient l'espoir que Bonn contribuerait finalement à sauver les quatorze.

(Interim.)

## ESPAGNE

### Six blessés dans un attentat contre une caserne au Pays basque

MADRID  
de notre correspondant

Vingt-quatre heures à peine après l'explosion d'une voiture piégée qui avait coûté la vie à deux policiers près de Vitoria, la caserne de la garde civile de Sarriena, à une vingtaine de kilomètres de Saint-Sébastien, a été la cible, le vendredi 7 août, des indépendantistes basques. Trois engins explosifs, propulsés par un lance-grenades artisanal caché dans une fourgonnette et actionnés à distance, ont été tirés contre l'édifice, dont la façade a été, en grande partie, détruite. Six personnes ont été blessées : deux femmes et deux enfants, dont une fillette de douze mois, qui a été hospitalisée dans un état très grave.

Peu auparavant s'étaient déroulées à Vitoria, dans un climat de tension, les obsèques de l'un des deux membres des forces de l'ordre assassinés la veille. A l'issue de la messe de funérailles, plusieurs policiers en civil, à grand-peine contenus par leurs collègues en uniforme, ont saisi les représentants officiels présents, parmi lesquels le sous-secrétaire du ministère de l'intérieur et le directeur général de la police nationale, et ont tenté, sans succès, de s'emparer du corceuil.

L'attentat de Sarriena est le cinquième en un mois. Après les critiques qu'avait provoquées, parmi leurs propres partisans, le sanglant attentat du 19 juin dernier contre un supermarché de Barcelone, les indépendantistes basques ont apparemment voulu reprendre l'initiative en revenant à un type d'attentat plus « traditionnel », c'est-à-dire ayant pour cible les forces de l'ordre espagnoles.

T. M.

## CHINE : vacances studieuses à Beidaihe

### Les caciques à la plage

(Suite de la première page.)

Entourées d'arbres et de jardins, datchas et résidences pour « VIP » sont isolées du commun des mortels et disposent de plages privées dont l'accès est interdit par des patrouilles de police.

Dans cet environnement estival, depuis juillet, les dirigeants chinois sont réunis pour préparer le XIII<sup>e</sup> congrès du PCC, prévu pour octobre. Ces conciliabules ont été brièvement interrompus par le retour à Pékin des principaux dirigeants pour célébrer le sixième centenaire de la fondation de l'Armée populaire de libération (APL) à l'occasion duquel on a vu, pour la première fois ensemble depuis le début de l'année, les cinq membres du comité permanent du bureau politique, y compris M. Hu Yaobang et M. Chen Yun, ce dernier tellement fatigué qu'il ne peut plus marcher tout seul. Après cet intermède, ce petit monde est retourné à Beidaihe.

## Confidences

Si l'opinion chinoise n'est en rien informée de ces conciliabules estivaux, les confidences faites à des visiteurs étrangers par M. Deng Xiaoping et par le chef de l'Etat, M. Li Xiaonian, ont révélé d'abord que M. Zhao Ziyang, secrétaire général intérimaire du PCC, devrait être confirmé dans ses fonctions lors du XIII<sup>e</sup> congrès, tout en cédant son poste de premier ministre à un autre. On parle de M. Wan Li, vice-premier ministre. Ensuite, que la réforme politique, mise en veilleuse sous la pression des conservateurs, y sera débattue. Enfin, les déclarations de MM. Deng et Li laissent entendre que quatre des cinq membres du comité permanent du bureau politique (MM. Deng, Li, Chen Yun et Hu Yaobang) démissionneraient et que seul M. Zhao conserverait son siège au sein d'un

bureau politique rajouté. M. Li abandonnerait la présidence de la République et M. Deng celle de la commission militaire du parti, sans doute en faveur de son adjoint, M. Yang Shangkun.

Il s'agit d'un projet long temps caressé par M. Deng afin de contraindre à une retraite bien entourée ces octogénaires qui entendent les réformes. Il n'est toutefois pas sûr qu'il parvienne à ses fins. Les dirigeants mis à la retraite se replieraient, le cas échéant, vers la commission des conseillers, organe consultatif, mais qui prendrait à cette occasion une importance déterminante, permettant à M. Deng de continuer à surveiller le jeu et les joueurs.

Indifférents à ces débats, les touristes continuent de se dorser au soleil. Quelques jeunes désargentés dorment sur le sable. Ceux qui en ont les moyens fréquentent l'unique boîte de nuit, le Chat noir, ou, pour 5 yuans (8 F) plus les consommations, ils dansent au son d'un orchestre assourdissant. Cette « boîte » privée est gérée par deux habitants de Tianjin, qui ont loué le local 120 000 yuans par an pour un profit quotidien d'au moins 1 000 yuans (1). « Qu'importe qu'un chat soit blanc ou noir pourvu qu'il attrape des souris », avait dit un jour M. Deng. « Nous avions d'abord pensé à un « Chat blanc », explique un des patrons, mais un ami étranger nous avait dit que c'était de mauvais augure, nous avons opté pour le noir ». Récemment, entre deux réunions, le dynamique maire de Tianjin, M. Li Ruihan, un des hommes qui « montent », est venu au Chat noir, il y a dansé avec une serveuse et s'y est fait photographier.

PATRICE DE BEER.

(1) Le revenu urbain moyen était de 1 400 yuans en 1986.

### Un hôtel de luxe à Berlin-Est

Berlin-Est a son hôtel de luxe : le suite à 2 500 DM (en devises fortes), c'est-à-dire environ 1 000 F ou, pour les plus modestes des visiteurs occidentaux, la chambre simple à 275 DM (plus de 1 000 F). Le « Grand Hôtel », construit par les Soviets et les Japonais en un style post-moderne supposé rappeler ce qu'était à la Belle Époque le palace du même nom, a ouvert ses portes le jeudi 6 août. Au moment où les festivités marquent le 75<sup>e</sup> anniversaire de la ville-voit bon train, il signifiera de trois cent cinquante chambres la très insuffisante capacité d'accueil de l'hôtellerie est-berlinoise réservée aux Occidentaux.

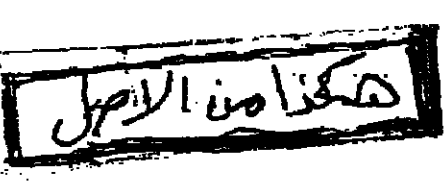
Bien qu'il soit situé à deux pas du « check-point Charlie », ses hôtes pourront passer le ruisseau franchissant l'enfermement : des limousines avec chauffeur les attendront s'ils le désirent à l'aéroport Tegel de Berlin-Ouest pour les conduire jusqu'à leur chambre. Pour rester démocratique, on a prévu que plusieurs restaurants occupent le rez-de-chaussée de l'hôtel acceptant les marks est-allemands et les citoyens de la RDA.

Le nouvel appel à...

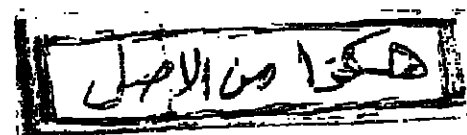
M. Pagan...  
D'abord réaliste...  
Faut-il...

Communistes...

Force entre Europe 2 et Ode FM







# Politique

L'anniversaire d'Hiroshima

## Quand des Japonais interrogent les journalistes des cinq puissances nucléaires

Le 9 août 1945, à Hiroshima, les bombes atomiques américaines ont fait 140 000 morts et 200 000 blessés. C'est l'anniversaire de ce jour. Les journalistes des cinq puissances nucléaires (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Chine, URSS) ont été interrogés par des Japonais sur leur rôle dans ce drame.

Les journalistes ont été interrogés sur leur rôle dans ce drame. Les journalistes des cinq puissances nucléaires (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Chine, URSS) ont été interrogés par des Japonais sur leur rôle dans ce drame.

## L'enquête sur l'assassinat d'un gendarme en Corse Un nouvel appel à témoins

La gendarmerie, avec l'appui du GIGN, a lancé, samedi 8 août, deux importantes opérations de police en Haute-Corse, notamment dans la région de Calvi.

**BASTIA**  
de notre envoyé spécial

Le million de francs de récompense promis par le ministère de l'Intérieur produira-t-il son effet ? Les gendarmes et les policiers chargés de l'enquête sur l'assassinat, mardi, du gendarme Guy Aznar espèrent en tout cas que cette offre publique pourra permettre de mieux connaître les circonstances et pointer les auteurs de l'embuscade de la route de la Marana, près de Bastia.

Les enquêteurs savent en effet, désormais, que près d'une trentaine de personnes ont vu le gendarme, la 205 du commando avant l'attaque, peut-être même la fuite à pied de trois, voire quatre hommes. Quinze témoins se sont présentés depuis mardi. D'autres personnes ont été interrogées - cinq au total - pour quelques heures jeudi et vendredi parce que la mémoire leur fai-

## Une cérémonie à Mont-de-Marsan

Les obsèques officielles du gendarme Guy Aznar (vingt-neuf ans), tué dans un attentat en Corse mardi, se sont déroulées, le vendredi 7 août, à Mont-de-Marsan (Landes), en présence de M. Charles Pasqua, ministre de la défense par intérim. Le ministre était accompagné par le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, M. Jacques Boyon, ainsi que du général de corps d'armée Vautrin, major général de la gendarmerie.

Après avoir rendu hommage aux qualités de l'homme, au courage et à l'abnégation de l'ensemble de la gendarmerie au service de la République, M. Pasqua a réaffirmé sa volonté et sa détermination de retrouver les coupables et de leur faire chèrement comme ils le méritent.

Arrivé peu après 15 h 30 au quartier Maridor de Mont-de-Marsan, où est stationné l'escadron 11-11 de gendarmerie mobile dont faisait partie Guy Aznar et les trois autres gendarmes blessés dans l'attentat de Luciana, le ministre a présenté ses condoléances à la famille de la victime avant de s'incliner devant le cercueil recouvert du drapeau français. Il a cité le gendarme Aznar à l'ordre de la nation en lui remettant à titre posthume la médaille de la gendarmerie. Guy Aznar devait être inhumé samedi à Pamiers (Ariège).

M. Pasqua a tenu à s'entretenir en privé avec les membres de l'escadron 11-11, avant de regagner Paris.

## « La guerre » selon M. Michel Debré

M. Michel Debré évoque, dans un entretien à l'hebdomadaire Valeurs actuelles, publié lundi 10 août, la crise franco-iranienne : « Il faut d'abord se persuader que nous sommes en guerre », dit-il. « Khomeiny portait la guerre avec lui : il suffisait d'écouter ses imprécations, lors même qu'il était encore en exil à Neauphle-le-Château, pour comprendre que la révolution chahiste une fois installée en Iran, la France, comme les autres, en ferait les frais. »

Pour M. Debré « la démocratie n'est légitime que si elle réserve un traitement exemplaire aux ennemis de la France. L'Etat de droit (...) ne doit pas être l'abîme de toutes les impuissances ».

Le député RPR de la Réunion prend également position contre le versement des prestations familiales « dont bénéficient les Français aux étrangers » et pour la réforme du code de la nationalité : « La société multiculturelle revendiquée par certains est une négation de la France et de la République », indique-t-il.

L'ancien premier ministre précise : « Il faut d'abord se persuader que nous sommes en guerre. Et pas seulement en guerre contre le fanatisme islamique : une compétition impitoyable oppose désormais la civilisation occidentale aux autres cultures qui se partagent le globe : cultures millénaires comme celles de l'Extrême-Orient, l'adieu répétés sur elles-mêmes et qui, aujourd'hui, mènent contre nous une guerre économique sans merci ; cultures plus jeunes et en pleine crise de croissance comme l'islam, qui rejette en bloc les valeurs qu'incarne l'Occident depuis l'Antiquité ; cultures à l'aube du développement, comme celles de l'Afrique noire, en proie à la sous-production et la surpopulation... »

Enfin, évoquant l'élection présidentielle, M. Debré affirme : « Le peuple se rassemblera derrière le candidat qui s'affirmera comme le champion de l'identité française, comme le meilleur défenseur des intérêts de la France dans la guerre économique, culturelle et idéologique que l'étranger mène contre nous. Je souhaite que Jacques Chirac soit ce candidat-là... »

## La mort de Léon Noël Un gaulliste fidèle et dévoué

Léon Noël, premier président du Conseil Constitutionnel et fidèle compagnon du général de Gaulle, est mort le jeudi 6 août à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Né quelques mois avant l'agitation boulangiste, l'année où Guillaume II devint empereur d'Allemagne, et six ans avant le début de l'affaire Dreyfus !

Ces seuls rappels suffisent à suggérer l'étonnant parcours que fut la vie, tout autant que la carrière, de Léon Noël, mort le jeudi 6 août, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Ce diplomate - c'est surtout cette part d'un cursus divers et bien rempli qui demeurera dans les mémoires - avait vu le jour le 28 mars 1888 à Paris. Fils d'un conseiller d'Etat, il s'orienta aussi vers la vénérable institution du Palais-Royal. Docteur en droit en 1912, il est auditeur au Conseil d'Etat en 1913, auditeur de première classe en 1919 et commissaire adjoint du gouvernement l'année suivante.

A partir de 1921, Léon Noël commença à s'éloigner du Palais-Royal. Jusque'en 1924, il est chef adjoint du cabinet de Maurice Colrat de Montrozier, un député de la gauche républicaine démocrate qui occupa successivement les fonctions de sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, à la présidence du conseil et aux affaires étrangères, puis ministre de la justice.

Après un nouveau passage au Conseil d'Etat, où il est maître des requêtes de 1924 à 1926, Léon Noël est chef du cabinet civil du général Guillaume, ministre de la guerre dans l'éphémère dixième ministère Briand (24 juillet - 17 juillet 1926).

De décembre 1927 à juin 1930, il occupe les fonctions de délégué général du haut commissariat de la République dans les provinces rhénanes. Nommé préfet du Haut-Rhin le 11 juillet 1930, Léon Noël n'occupera pas longtemps ce poste. Lorsque Pierre Laval devient, en janvier 1931, président du conseil et ministre de l'Intérieur, Léon Noël remplit un temps, sans en être chargé officiellement, les fonctions de directeur du cabinet de la présidence du conseil, avant d'accéder, officiellement cette fois, à la double fonction de secrétaire général du ministère de l'Intérieur et de directeur de la Sûreté générale.

## Au RPF avec Claudel

Le général de Gaulle lance le Rassemblement du peuple français (RPF) en avril 1947. A la fin de l'année, Léon Noël adhère au RPF. Il s'intègre à un comité d'études constitué par de Gaulle au sein du mouvement. On le trouve bientôt membre du conseil national du RPF, en compagnie d'un autre ambassadeur, Paul Claudel, et de Raymond Aron. Il est en juin 1949 membre de la commission administrative du RPF et entre, en mars 1950 au conseil de direction du mouvement. Elu député RPF de l'Yonne en 1951, Léon Noël ne siégera au Palais-Bourbon que le temps d'une législature.

Gaulliste fidèle et dévoué, il accueillera bien sûr avec un immense satisfaction le retour du général aux affaires en 1958. A l'Académie des sciences morales et politiques, où il a été élu le 4 décembre 1944, et dont il est devenu vice-président en 1957, puis président en 1958, il prononce à ce titre, le 8 décembre, lors de la séance publique annuelle, un éloge appuyé du général.

Il est membre du comité consultatif constitutionnel qui examine en juillet-août 1958 l'ancien projet de Constitution. En février 1959, le général de Gaulle le nomme membre du Conseil constitutionnel et fait de lui, pour six ans, le premier des présidents de l'institution naissante.

Des confidences et anecdotes qu'il a lui-même laissées dans l'un de ses nombreux ouvrages (1), on retire l'impression qu'il joua un certain rôle de conseiller, voire de confident du général de Gaulle et qu'il ne fut pas - mais était-ce seulement concevable à cette époque ? - le président actif d'une institution indépendante.

Le général de Gaulle a du reste donné dans ses « Mémoires d'espoir » une description de cette situation qui ne laisse guère de doutes : « Le Conseil constitutionnel qui vient d'être créé est en liaison régulière avec moi, notamment en la présence de son président, M. Léon Noël. Tout ce que peut offrir une vaste expérience juridique, administrative, diplomatique et politique, quand elle est jointe à la valeur d'un esprit d'emvergure et l'ardeur d'un patriotisme, il l'apporte aux avis qu'il me donne sur le fonctionnement de nos nouvelles institutions. »

De son côté, Léon Noël, qui ne partage pas toujours les vues du général mais plaça toujours au premier plan son indéfectible fidélité, a noté quelque dix ans après la fin de cette expérience : « Aucune illusion n'était possible : le Conseil constitutionnel aurait grand peine à imposer moralement son autorité et à acquiescer le prestige qui lui était nécessaire. Mais il n'aurait cette difficulté qu'à l'état d'esprit des Français, ce qui n'est sans doute pas la complète vérité. La déférence absolue et finement toujours soumise de l'ancien ambassadeur à celui qui avait été le chef de la France libre entraînerait beaucoup dans cette situation. »

A près de soixante-dix-sept ans, l'ancien président du Conseil constitutionnel aurait pu aspirer à la retraite. Mais l'heure n'était pas encore tout à fait venue. En janvier 1966, à la demande du général de Gaulle, il est chargé d'étudier et de proposer une réforme des services de police.

Ce sera le dernier acte de cette longue carrière. Léon Noël avait continué à siéger avec assiduité à l'Académie des sciences morales et politiques.

MICHEL KAJMAN.

(1) Entre autres : *Le Diktat de Retzhondes et l'Armistice franco-italien de juin 1940 (1945)* ; *l'Aggression allemande contre la Pologne (1946)* ; *Notre dernière chance (1950)* ; *Comprendre de Gaulle (1972)* ; *Les Illusions de Stresa (1975)* ; *De Gaulle et les débuts de la V<sup>e</sup> République (1976)* ; *La Guerre de 39 a commencé quatre ans plus tôt (1979)*.

● M. Mégrat (FN) contre M. Séguin (RPR). M. Bruno Mégrat, député de l'Aisne et directeur de la campagne de M. Jean-Marie Le Pen, a estimé le vendredi 7 août que M. Philippe Séguin « joue les héros de SOS-Racisme » et « ferait mieux de se préoccuper du sauvetage de la Sécurité sociale ». M. Mégrat réagit à des déclarations du ministre au quotidien *Libération* dans lesquelles il se dit prêt à approfondir l'arsenal législatif anticraciste de 1972.

● M. Chirac en vacances au cap d'Antibes. - Le premier ministre passe depuis le jeudi 6 août des vacances en famille dans un grand hôtel du cap d'Antibes (Alpes-Maritimes). Accompagné de son épouse et de sa fille, M. Chirac est arrivé jeudi vers 20 heures à l'aéroport de Nice à bord d'un avion du GLAM. Il s'est ensuite dirigé discrètement par la route vers Antibes, où il doit séjourner une dizaine de jours.

# Communication

## Brouille et embrouilles sur la FM parisienne Divorce entre Europe 2 et Oufé FM

Après la Haute Autorité, la CNCL en fait l'expérience : la FM est une jungle et on ne raye pas impunément d'un trait de plume - sur une liste maintes fois remaniée - des stations pleines de vie. C'est qu'on ne marie pas malgré eux, ou sans eux, la carpe et le lapin, Oufé FM et Europe 2...

L'alliance - ou le regroupement - Oufé plus la Sorif - ainsi décrit sur la liste des stations autorisées par la CNCL à Paris - avait, dès son annonce, il est vrai, surpris à la fois les deux « partenaires » et les observateurs. Les premiers jouaient-ils la comédie en affirmant ne pas se connaître ? Et le regroupement envisagé n'était-il pas, comme le supposent de diversion, un cheval de Troie destiné à offrir à Europe 2 (via la Sorif qu'elle contrôlerait) pignon sur la FM ? Oufé FM, projet uniquement parisien, défendant le principe d'une radio culturelle avec un « format » musical rock et une ouverture, sur toutes les formes de culture de la région parisienne. Europe 2 en revanche devait être à Paris la tête de pont d'un réseau national (« format » music and news) et développé notamment en étroite relation avec la presse quotidienne régionale. Difficile de fonder les deux projets ; et impossible de les faire même coexister sur une fréquence qui ferait perdre à l'un comme à l'autre sa cohérence.

Fort de sa position apparemment dominante sur la liste (la Sorif n'y apparaît que dans une parenthèse), Oufé FM s'est donc cherché et trouvé un autre porteur. Il s'appelle RTH : émis depuis plusieurs mois de Villejuif et, malgré la faible puissance de son émetteur, s'est largement fait connaître d'une population jeune et « branchée » de

## En examinant les cahiers des charges La CNCL corrige la copie du gouvernement à propos de l'INA et de Radio-France

En marge de ses démentis avec les chaînes privées et les radios locales, la Commission nationale de la communication et des libertés poursuit l'examen des cahiers des charges de l'audiovisuel public. Sur ce secteur, les treize « sages » n'ont pas de pouvoir décisionnaire mais ils peuvent, comme les membres de la Haute Autorité, donner leur avis sur les textes élaborés par le ministère de la culture et de la communication.

Il ne s'en sont pas privés pour les règles de fonctionnement d'Antenne 2 et de FR 3 (le Monde du 12 avril) ; ils récidivent aujourd'hui avec l'Institut national de l'audiovisuel et Radio-France.

Dans les deux cas, la CNCL paraît soucieuse de préserver des équilibres économiques et le libre jeu de la concurrence trop souvent malmenés par un ministère de tutelle qui se dit pourtant libéral. L'INA avait annoncé il y a quelques mois la production de feuilletons bon marché pour la Cinq, provoquant une vive réaction des producteurs privés. Corrigé le texte du ministre qui laissait, dans ce domaine, trop de libertés à l'Institut, les treize sages volent au secours de la production indépendante et rappellent que la loi limite les activités de production de l'INA au strict domaine de la recherche technologique.

De même, la CNCL demande que les services télématiques de Radio-France soient exclusivement liés aux programmes des radios ou des chaînes. Les organisations professionnelles de la presse s'étaient émues de la concurrence sur le minitel d'une société financée par la redevance.

La CNCL n'entend pas limiter systématiquement les ambitions du service public. Elle songe aussi à sa

# LE MONDE diplomatique

Août 1987

## AMBITIONS par CLAUDE JULIEN

Les hommes politiques, l'œil rivé sur les sondages, peuvent-ils tenir un autre langage que celui des démagogues à la mode ? Déclin inéluctable, sévérité et ordre moral, progrès techniques salués, sont-ils les seules réponses ? Nos sociétés ont-elles besoin qu'on leur désigne, avec calme et courage, un avenir possible et de plus hautes ambitions.

## DOSSIER LA FRANCOPHONIE EN CHANTIER

Alors que va s'ouvrir en septembre, à Québec, la deuxième conférence des pays ayant en commun l'usage du français, la francophonie, dans sa diversité, apparaît comme une voie d'accès à l'universalité. Le français peut-il devenir une force politique et un outil possible du dialogue Nord-Sud ? Sa force culturelle est indiscutable dans l'édition et l'audiovisuel. Mais les « industries » de la langue demeurent insuffisamment exploitées.

En vente chez votre marchand de journaux

la banlieue sud de Paris. Choyé par quelques maisons de disques, RTH est rock. A 100 %. « Et l'harmonie », déclare M. Reiman, le directeur de Oufé FM, est aujourd'hui totale. La société d'exploitation de RTH (W-Rock) doit même entrer dans le capital de Oufé FM, dans lequel on trouve déjà Martell Investissements (environ 45 %), Duménil-Leblé, Société générale, et la Générale occidentale. Le budget prévu d'abord à 8 millions, puis à 9, devrait rapidement passer à 12 millions de francs. M. Yves Rocca, qui, à la CNCL, a en charge le dossier des radios, a bien sûr été prévenu du nouvel accord passé entre Oufé FM et RTH ainsi « repêché » et l'on attend de savoir quelle forme prendra au *Journal officiel* l'autorisation à paraître.

Europe 2 semble du coup un peu oubliée. « C'est avec surprise que nous apprenons cet accord, nous déclarons un responsable. Conformément à la liste rendue publique par la CNCL, nous avions entrepris de négocier avec Oufé FM. Nous reprendrions donc contact dès lundi avec la commission. » De gros espoirs avaient, en effet, été fondés par Europe 1 et la presse quotidienne régionale sur le réseau Europe 2, produit plus moderne destiné à capter un public jeune peu fidèle aux programmes des stations périphériques. La CNCL devra donc vraisemblablement amender la liste rendue publique le 24 juillet, reconsidérer sans doute la position d'Europe 2 (ou de la Sorif) sur la bande parisienne. Mais avant même d'avoir pu paraître au *Journal officiel*, la liste pourrait bien subir d'autres aménagements et réserver quelques surprises.

ANNICK COJJEAN.

En vente chez votre marchand de journaux



# Société

Une cité touristique sous les jardins du Carrousel

## Le vestibule du Grand Louvre

(Suite de la première page.)

Le projet Carrousel-Tuileries est à la fois nécessaire et ambitieux. Nécessaire, parce qu'il fallait bien résoudre le lancinant problème du stationnement des cars et des voitures dans ce quartier de Paris menacé en permanence par l'asphyxie automobile. La seule solution raisonnable consistait à creuser un immense parking, branché sur l'avenue du Général-Lemonnier, que, justement, on est en train de faire disparaître sous terre pour assurer la continuité de la promenade entre le Louvre et les jardins des Tuileries. On trouvera donc sous les jardins du Carrousel une véritable gare de tourisme, où pourront se ranger les cars des tours-opérateurs et quatre-vingts places pour ranger ces mastodontes. En contrepartie, il leur sera interdit d'encombrer la rue de Rivoli et les bords de la Seine, comme ils le font aujourd'hui, faute de pouvoir se garer ailleurs.

Il y aura aussi six cent trente emplacements pour des voitures particulières. M. Ligen, lui-même conseiller d'Etat, compte convaincre ses collègues d'y ranger les véhicules qui occupent actuellement la superbe cour du Conseil d'Etat. Ainsi serait ouvert à la fréquentation des piétons un autre cheminement non moins historique : celui qui conduit des jardins du Palais-Royal à l'Institut, en passant par le Conseil d'Etat, le

passage Richelieu, les cours du Louvre et la passerelle des Arts. La réalisation de ces parkings géants coûtera 230 millions de francs, apportés par divers financiers publics et privés.

De là, les visiteurs gagneront une sorte de cité touristique troglodyte qui servira d'antichambre et de complément aux nouveaux espaces souterrains du Grand Louvre. C'est le côté le plus ambitieux du projet. Ils y trouveront un théâtre d'automates, un musée « bel objet » français, un centre de présentation des collections de mode et des boutiques de livres anciens. Ils pourront y faire connaissance avec les provinces françaises, puisqu'une dizaine de régions ont accepté d'y présenter leur patrimoine culturel.

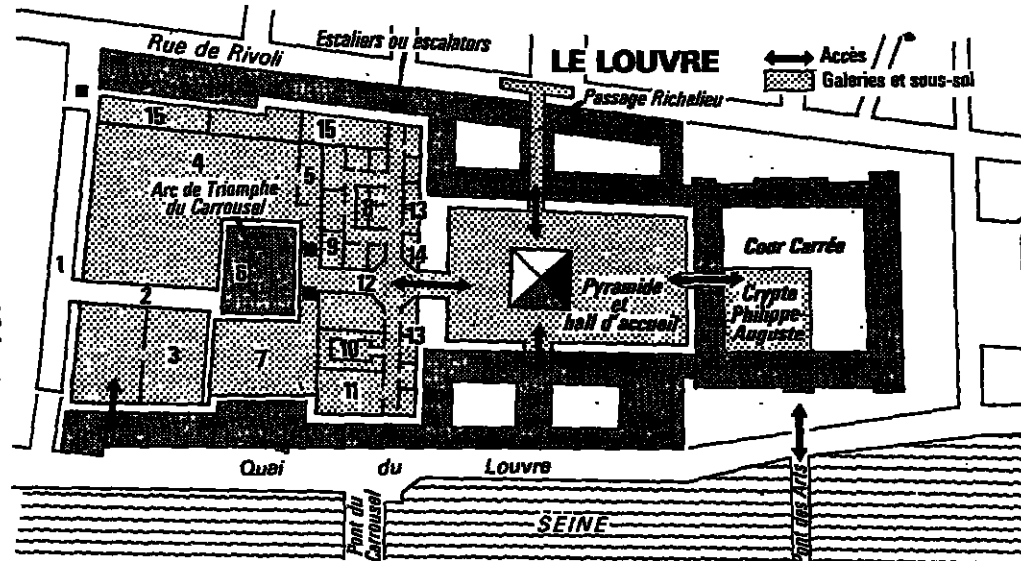
### Début du chantier en 1989

Côté pratique, la cité souterraine accueillera des agences de voyages, des guichets de change et plusieurs restaurants allant de l'établissement gastronomique à la brasserie populaire, en passant par l'auberge où l'on pourra goûter en self-service des plats régionaux. L'espace est d'une telle ampleur qu'il pourrait contenir encore une annexe du Musée de la mode, déjà installé dans le pavillon de Marsan, et les services informatiques du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes.

L'ensemble s'ordonnera autour d'une avenue nord-sud longue de 220 mètres : la galerie Carrousel-Louvre. Elle sera éclairée par une pyramide inversée dont la base affleurant sur la place du Carrousel fera descendre la lumière du jour jusqu'à 10 mètres sous la surface. De ce point central, les visiteurs accéderont au hall d'entrée du Grand Louvre. Pour ceux qui arriveront à pied, la cité souterraine sera accessible par cinq escaliers situés respectivement place des Pyramides, rue de Rivoli, quai du Louvre et au pied de l'arc de triomphe du Carrousel.

C'est la Société d'administration et de réalisations d'investissements, la SARI, déjà promotrice de vastes ensembles de bureaux à la Défense, qui a pris le risque de réaliser l'opération puis de la gérer commercialement. L'investissement initial est évalué à environ 450 millions de francs. Le chantier ne pourra débuter que lorsque ceux de l'avenue du Général-Lemonnier et du Grand Louvre seront achevés, c'est-à-dire en 1989. Ouverture au public : deux ou trois ans plus tard. Mais cette fois, après huit siècles d'agrandissements successifs, le Louvre aura définitivement occupé, en surface comme en sous-sol, le quadrilatère tout entier que les souverains lui avaient tracé au centre de Paris.

MARC AMBROISE-RENDU.



- 1. Avenue du Général-Lemonnier; 2. Accès de service du Grand Louvre; 3. Laboratoire du Grand Louvre; 4. Parking des cars et des voitures; 5. Hall d'accès à la gare des cars; 6. Soussolvement de l'arc de triomphe du Carrousel; 7. Théâtre d'automates; 8. Centre du voyage; 9. Centre du bel objet; 10. Auberge des provinces; 11. Salle de réunions; 12. Grande Galerie; 13. Maisons des régions; 14. Restaurants; 15. Locaux en attente.

## Droit de visite « transfrontière » ont regagné l'Algérie

La première expérience de droit de visite « transfrontière » pour les enfants nés de couples franco-algériens ou anglo-algériens, et retenus par leur père en Algérie s'est effectuée normalement. Après un mois passé auprès de leur mère en France, six filles et dix garçons, âgés de six à quatorze ans, ont embarqué, vendredi 7 août, à l'aéroport d'Orly à destination d'Alger. Si les mères présentes ont su garder leur calme, deux fillettes ont été en sanglots au moment de la séparation.

Assistant au départ des enfants, M. Claude Allert, magistrat chargé par le gouvernement français d'une médiation avec le gouvernement algérien, a déclaré qu'il espérait « une normalisation de ce type d'échange qui s'est déroulé dans la sérénité ». Une nouvelle visite pourrait avoir lieu à Noël prochain. Une seule des mères qui avaient « occupé » l'ambassade de France à Alger au cours de l'été 1985, M<sup>me</sup> Hélène Montaguette, n'a pu jusqu'ici accueillir à Paris sa fille Myriam. Elle envisageait d'obtenir une grève de la faim, mais les autorités algériennes lui ont promis qu'elle pourrait revoir son enfant dès le samedi 8 août.

## Euthanasie

### Le professeur Hackethal ne sera pas jugé.

Un tribunal de Munich (RFA) a décidé, le vendredi 7 août, que le professeur Julius Hackethal ne pouvait être traduit en justice pour avoir aidé à mourir, en avril 1984, une patiente incurable, atteinte d'un cancer. Avant de donner du cyanure à sa patiente, le professeur Hackethal avait eu avec elle une longue conversation enregistrée sur un magnétophone, au cours de laquelle cette personne ravagée par la maladie avait expliqué posément qu'elle voulait mourir.

## Grand-Bornand

### Le PS critique M. Carignon

Les conclusions de l'enquête administrative sur la catastrophe du Grand-Bornand, précisant que l'installation des campings avait été autorisée régulièrement mais qu'elle était « imprudente » (le Monde du 8 août), suscitent diverses réactions. M. Robert Chapuis, secrétaire national à l'urbanisme et à l'environnement du Parti socialiste, accuse le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, de ne pas avoir pris « lui-même ses responsabilités », prêtant « clerc l'enquête et porter un jugement définitif avant même que le débat public ait pu avoir lieu sur les conclusions de la commission ». Pour sa part, M. Renaud-Vié Le Sage, l'ancien délégué aux risques majeurs, qui avait démissionné trois jours après la catastrophe, voit dans les conclusions de l'enquête une « confirmation, sur le plan technique » de ses analyses. En parlant « d'imprudences » dans leur rapport, les experts « voulaient dire, en termes choisis, qu'il ne pouvait pas rester la fait qu'elle était volontaire », estime-t-il.

## Le sport sera-t-il victime de la loi contre l'alcool ?

Ultimes pressions, mauvaise foi ou inquiétude légitime ? On ne sait trop que penser après les multiples déclarations faites au cours de ces dernières quarante-huit heures par les représentants des grandes marques d'alcool qui, tous, affirment que l'article 97 de la loi du 30 juillet 1987, portant diverses mesures d'ordre social, sonne le glas du sponsoring des manifestations sportives par les boissons alcoolisées.

Le ministre de la santé apportait dans la soirée du vendredi 7 août un démenti formel, assurant que la loi renforçait les dispositions de la lutte contre l'alcoolisme interdit, certes, la publicité pour les alcools à la télévision mais ne met nullement fin au « parrainage » de compétitions sportives par les marques d'alcool. Ainsi, précisait-on, le Challenge Martini pourra garder son nom, de même que les voitures Kriker ou 33 Export. Toutefois, ces parrainages feront l'objet d'un « code de bonne conduite » qui sera défini par un décret pris en conseil d'Etat.

Dans l'attente de la publication de ce décret, le mieux est de se reporter au texte exact de la loi. Celle-ci précise qu'est interdite « la publicité, sous quelque

## REPÈRES

nement du Parti socialiste, accuse le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, de ne pas avoir pris « lui-même ses responsabilités », prêtant « clerc l'enquête et porter un jugement définitif avant même que le débat public ait pu avoir lieu sur les conclusions de la commission ». Pour sa part, M. Renaud-Vié Le Sage, l'ancien délégué aux risques majeurs, qui avait démissionné trois jours après la catastrophe, voit dans les conclusions de l'enquête une « confirmation, sur le plan technique » de ses analyses. En parlant « d'imprudences » dans leur rapport, les experts « voulaient dire, en termes choisis, qu'il ne pouvait pas rester la fait qu'elle était volontaire », estime-t-il.

## Cattenom

### Mise à feu du deuxième réacteur

La mise à feu nucléaire (divergence) du deuxième réacteur de la centrale de Cattenom (Moselle) a eu lieu le vendredi 7 août à 23 h 22, a indiqué la direction de l'armement nucléaire de la centrale. Cette trépanation d'une puissance de 1 300 mégawatts, devrait être couplée dans trois ou quatre semaines au réseau EDF et travailler à pleine puissance l'hiver prochain.

Située près de Thionville, cette centrale, dont le premier réacteur a divergé en octobre 1986, a suscité de fortes protestations de la part des pays riverains, notamment du Luxembourg.

## Pollution

### Déchets italiens au Venezuela

Le gouvernement du Venezuela a ordonné, le vendredi 7 août, de renvoyer vers leur pays d'origine, plus de 10 000 barils de déchets toxiques qui avaient été importés d'Italie en avril dernier par une entreprise inconnue et déposés à l'air libre dans une zone fortement peuplée, près de Puerto-Cabello (140 kilomètres au nord-ouest de la capitale). Ces fûts contiennent des déchets pharmaceutiques, des eaux ammoniacales et des déchets de choroparaffine. Une vingtaine d'entre eux se sont fendus, laissant échapper des gaz et des liquides qui ont atteint les plages littorales, et plusieurs personnes se sont plaintes d'éruption de boutons et de plaies sur la peau. Les autorités sanitaires ont déclaré l'état d'urgence et interdit les plages aux touristes. Des habitants de Puerto-Cabello, le second port du pays, ont manifesté vendredi contre les « barils de la mort », et plusieurs écologistes, dont un député régional, ont entamé une grève de la faim. — (AFP.)

## Le meurtre de Cannes

### La fausse Mauricette est identifiée

CANNES. De notre correspondant régional

Les policiers du SRPJ de Nice, chargés de l'enquête sur le meurtre de Cannes, ont identifié l'employée de maison considérée comme le témoin numéro un de cette affaire. Il s'agit de Véronique Akobé, née le 4 février 1964 à Doukou (Côte-d'Ivoire), qui avait usurpé l'identité d'une jeune Martiniquaise de vingt-deux ans, Mauricette-Lambert.

## Dans l'Atlantique

### Le navigateur aveugle a rebroussé chemin

Jim Dickson, l'Américain aveugle qui tente la traversée de l'Atlantique à la voile en solitaire (le Monde du 8 août), a été obligé de rebrousser chemin au bout du troisième jour, à la suite d'une rupture de son pilote automatique.

Le skipper américain, qui s'était lancé de Portsmouth (côte est des Etats-Unis) le 4 août à la barre du Eye-Opener reparira immédiatement vers l'Angleterre dès que cette avarie sera réparée, a indiqué son agent, M. Steve Graham.

Ce contretemps ne semble donc entraver en rien la détermination de Jim Dickson, alors même que, aux Etats-Unis, une vive polémique s'est instaurée sur l'opportunité d'une telle entreprise. « Je suis inquiet de ce que les non-voyagers se fassent un point d'honneur à égaler cette performance », a déclaré le président de la fondation américaine pour les aveugles de New-York, M. Sam Negrin. Il existe un stéréotype de « super-aveugle » tel qu'il est campé dans les films. Cela est inquiétant.

## Deux nouvelles expulsions au Pays basque

### Les Espagnols auraient remis aux autorités françaises la liste des membres présumés de PETA

Deux membres présumés de l'organisation indépendantiste basque ETA, réfugiés en France, ont été expulsés, le vendredi 7 août, vers l'Espagne, en vertu de la procédure « d'urgence absolue », portant à soixante-seize le nombre de Basques espagnols remis à la police espagnole depuis le 18 juillet 1986.

Originaire d'Iruin, Pedro Garcia Lasalde, vingt-neuf ans, a été interpellé à Ciboure, près de Saint-Jean-de-Luz, José-Luis Sebastian Marribe, trente-six ans, a de son côté été interpellé à Urrugne, également dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Les deux militants présumés ont été reconduits à la frontière franco-espagnole.

Rendant compte des entretiens, le 28 juillet à Paris, du ministre espagnol de l'intérieur, M. Jose Barrio-nuevo, et de son secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Rafael Vera, avec MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud, le quotidien *El País* a affirmé la semaine dernière que les responsables espagnols ont remis à leurs homologues français des listes de noms de membres de l'ETA ordonné d'importance, réclamant leur expulsion, notamment celle des dirigeants de l'organisation terroriste, vers l'Espagne ou vers des pays tiers.

La France, avait répondu par avance M. Pandraud dans une interview au quotidien *Ya*, « est déterminé

à expulser tous les terroristes basques de son territoire mais le principal problème est de les trouver ». Le ministre espagnol de l'intérieur a par ailleurs annoncé vendredi qu'un haut responsable de la police sera prochainement désigné pour coordonner avec les autorités françaises la lutte antiterroriste à la frontière.

## Un motocycliste allemand trop pressé

### Deux mois de privation de routes françaises

Un motocycliste allemand a été interpellé, c'est bien le mot, par la gendarmerie alors qu'il roulait à 250 km/heure sur l'autoroute A 36, Mulhouse-Beaune, à proximité de la commune de Châtenois, près de Dôle (Jura).

Le motocycliste, Georg Lunenburg, vingt-trois ans, demeurant à Mari (République fédérale d'Allemagne), a expliqué aux gendarmes qu'il était pressé d'arriver en Espagne, où il se rendait en vacances. Les gendarmes lui ont aussitôt déclaré qu'ils étaient, eux, dans l'obligation de confisquer le véhicule, une moto de 900 centimètres cube, et de lui infliger une amende de consignation de 900 francs.

Pour n'être pas en reste, le préfet du département a pris immédiatement un arrêté original interdisant au motocycliste de circuler sur le territoire français pendant deux mois, en attendant qu'il soit jugé par le tribunal compétent.

## Mis en cause par Minute

### M. Jack Lang engage une action en diffamation

L'ancien ministre de la culture, M. Jack Lang, vient de charger son avocat, M<sup>me</sup> Georges Kéjzian, d'intenter une action en diffamation contre *Minute* à la suite de la publication, par l'hebdomadaire d'extrême droite d'un article sur son patrimoine immobilier.

Dans son dernier numéro, daté du 6 août, *Minute* accuse M. Lang d'« enrichissement » pendant son passage au ministère de la culture et publie les photographies d'une propriété acquise par le député, selon le magazine, à Bonnières (Yvelines), dans le Lubéron. Rappelant que M. Lang avait demandé l'inscription d'une « enquête parlementaire » sur les allégations iraniennes concernant le premier ministre et le sort des otages au Liban, *Minute* écrit à propos de l'ancien ministre : « Il faut créer une commission d'enquête parlementaire sur l'origine de sa soudaine fortune ».

## Après le meurtre d'un ouvrier tunisien

### Une manifestation antiraciste réunit plusieurs centaines de personnes à Nice

Répondant à l'appel de trente-cinq organisations humanitaires, syndicales ou politiques, trois cent cinquante personnes environ ont participé, le vendredi 7 août à Nice, à une manifestation pour protester contre le meurtre, le 13 juin dernier, d'un ouvrier tunisien, Amar Abidi, tué par six jeunes gens âgés de dix-sept à vingt et un ans.

Cette manifestation, organisée sur les lieux mêmes du meurtre, s'est déroulée sans incidents. Plusieurs élus de la région notamment, MM. Henri Fiszbin, député des Alpes-Maritimes (app. PS), et Jean-Hugues Colonna, député des Alpes-Maritimes (PS), ainsi que M. Max Gallo, député européen (PS), s'étaient associés à cette manifestation pour « dénoncer le climat de racisme et de xénophobie régnant dans la région ».

La mère de l'un des auteurs, mineur, du meurtre avait également été présente pour témoigner de son émotion et mettre en cause « le climat de violence » qui a entraîné son fils « qui n'est pas du tout raciste ».

L'organisation SOS-Racisme, coordinatrice de la manifestation, a d'ailleurs « salué le courage » de cette femme et s'est félicitée du succès de la réunion. L'organisation dirigée par Harlem Désir a également annoncé qu'elle avait adressé, vendredi, une lettre personnelle au maire de Nice, M. Jacques Médioni, lui demandant à la fois « de condamner cet acte raciste et de prendre des dispositions pour assurer à la famille d'Amar Abidi un soutien moral et financier ».

## QUESTIONS

## Le coup d'envoi

Le coup d'envoi de la saison de football est donné à 20 heures à Paris, au Parc des Princes, par le match de la Coupe de France entre le FC Metz et le FC Girondins de Bordeaux.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jacques Foccart, a annoncé vendredi qu'il avait nommé M. Jean-Louis Baudry, directeur de la Sécurité nationale, à la présidence du Comité national de la Sécurité intérieure.

مكتبة الامم المتحدة











# Chronologie

## ÉTRANGER

**1. - ÉTATS-UNIS :** Le président Reagan nommé à la Cour suprême le juge Robert Bork, un conservateur affirmé, pour succéder au juge Lewis Powell, considéré comme un homme du centre, qui a démissionné le 26 juin (28-29/VII, 3 et 4/VIII).

**1. - ÉTATS-UNIS-JAPON :** Le président et le directeur général de Toshiba démissionnent après les sanctions votées le 30 juin par le Sénat américain, qui menace d'interdire toute exportation aux États-Unis à la société japonaise, coupable d'avoir vendu en 1982 et 1983 des matériels stratégiques à l'URSS, en violation des règles d'exportation vers les pays communistes (2, 3 et 19-20/VII, 1 et 7/VIII).

**1. - 2. - FRANCE-FINLANDE :** M. François Mitterrand se rend en visite officielle en Finlande (1 et 2/3).

**4-5. - GRANDE-BRETAGNE :** L'Américaine Martina Navratilova, le 4, et l'Autstralien Pat Cash, le 5, remportent les Internationaux de tennis de Wimbledon (du 24/VI au 7/VII).

**5. - FRANCE-RFA :** M. Helmut Kohl et M. Jacques Chirac se rendent à Reims et à Colombey pour commémorer la première rencontre officielle entre Adenauer et de Gaulle en 1962 (7).

**6-7. - INDE :** Soixante-seize passagers hindous de trois autocars sont assassinés par des terroristes sikhs au nord de New-Delhi, où une grève générale de protestation est très suivie le 9 (du 8 au 11).

**6-11. - RFA-URSS :** M. Richard von Weizsäcker, chef de l'Etat ouest-allemand, se rend en visite officielle en Union soviétique (7, 8, 9 et 12-13).

**7. - HAÏTI :** Au dernier jour de la grève générale déclenchée le 29 juin par l'opposition contre le Conseil national de gouvernement (CNG) et son chef, le général Henri Namphy, le bilan de la répression des manifestations par l'armée s'élève à vingt-trois morts. Jusqu'à la fin du mois, les troubles et les affrontements se poursuivent. La tension est aggravée par le massacre d'une centaine de paysans, tués les 23 et 24, dans la localité de Jean-Rabel, par des militaires au service des grands propriétaires terriens (1 et 2, du 4 au 22, du 24 au 28 et du 30/VII au 3/VIII).

**7-14. - ÉTATS-UNIS :** Le lieutenant-colonel Oliver North, en justifiant politiquement, devant la commission parlementaire sur l'« Irangate », les financements illégaux qu'il avait organisés au profit de la guérilla antiaméricaine, s'attire la sympathie d'une majorité d'Américains. Entendu du 15 au 20, son ancien chef direct, le vice-amiral John Poindexter, revendique la responsabilité du détournement de fonds américains vers les « contre-nicaraguayens et les auditions publiques et télévisées s'achèvent le 3 août sans que soit apportée la preuve que M. Reagan était au courant de ce détournement (3, du 8 au 20, 22 et du 25/VII au 5/VIII).

**8. - ISLANDE :** M. Thorsteinn Pálsson, chef du Parti de l'indépendance (conservateur : 18 sièges au Parlement), forme un gouvernement de coalition avec le Parti progressiste (centre-droit) et le Parti social-démocrate (centre-gauche), qui ont obtenu 13 et 10 des 63 élus aux élections du 25 avril (11).

**9. - CORÉE DU SUD :** Une amnistie permet à deux mille trois cent trente-cinq opposants de recouvrer leurs droits civiques, le jour où des dizaines de milliers de personnes manifestent leur opposition au régime du président Chun en participant aux funérailles d'un étudiant mort le 5, après vingt-cinq jours de coma, des suites d'un tir de grenade lacrymogène (du 7 au 11, 14, 15 et 18).

**11. - AUSTRALIE :** Le Parti travailliste de M. Bob Hawke, au pouvoir depuis mars 1983, remporte les élections législatives pour la troisième fois consécutive (10, 14 et 24).

**11. - MONDE :** La population de la Terre, qui a doublé par rapport à 1950, franchit, selon les démographes, le cap des cinq milliards d'hommes (11).

**12. - ISRAËL-URSS :** Une mission consulaire soviétique se rend en Israël pour la première fois depuis vingt ans (15).

**12-15. - FRANCE-TCHAD :** Le président tchadien Hissène Habré, en visite en France, assiste au défilé militaire du 14 juillet (11 et du 14 au 18).

**13. - CEE-SYRIE :** Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis à Copenhague, décident que les Douze pourront reprendre leurs contacts à haut niveau avec Damas, mais les autres sanc-

## Juillet 1987 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

**13. - INDE :** M. Ramaswami Venkataraman, candidat du parti au pouvoir, le Congrès (I), est élu président de la République au suffrage indirect avec plus de 72 % des voix. Il succède le 25 à M. Zail Singh, qui était entré en conflit avec M. Rajiv Gandhi, en butte d'autre part à une grave crise politique au sein de sa majorité (14, 18, 21, 25 et 28).

**14. - PAKISTAN :** Des attentats à la voiture piégée font près de quatre-vingts morts à Karachi, où, les jours suivants, des manifestations contre l'insécurité dégénèrent en combats de rue et en affrontements intercommunautaires, qui font au moins vingt morts (16, 17, 22, 25, 28 et 30).

**15. - TAIWAN :** La loi maritime, en vigueur depuis 1949, est levée (4 et 16).

**16. - AFGHANISTAN :** Un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères reconnaît que les forces soviéto-afghanes ont subi « des pertes accrues » depuis six mois et que la résistance a acquis une « supériorité provisoire », en particulier grâce aux missiles sol-air livrés par les États-Unis et la Grande-Bretagne (8, 9, 17, 18, 21 et 23).

**17. - RDA :** Le Conseil d'Etat décide une large amnistie et l'abolition de la peine de mort pour commémorer le trente-huitième anniversaire du pays, le 7 octobre (19-20).

**18. - MOZAMBIQUE :** 380 villageois sont tués par des soldats à Homoine, au nord-est de Maputo. Les autorités accusent les guérilleros de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) d'être responsables de ce massacre (23 et 26-27).

**19. - PORTUGAL :** Aux élections législatives anticipées, le Parti social-démocrate (PSD; centre droit) du premier ministre sortant, M. Antonio Cavaco Silva, est la première formation depuis la révolution d'avril 1974 à obtenir la majorité absolue. Le PSD remporte 148 (sur 250) sièges du Parlement, contre 60 (+3) obtenus par la Coalition démocratique unitaire, dominée par les communistes, 7 (-38) par le Parti rénovateur démocratique (centre gauche) de l'ancien président Eanes et 4 (-18) par les chrétiens-démocrates du Centre démocratique et social (15, 16, 18, 21, 22, 25 et 31).

**20. - CEE-MAROC :** Rabat fait officiellement acte de candidature à la Communauté européenne (21 et 22).

**20-27. - GRÈCE :** Une canicule, qui atteint la plupart des pays riverains de la Méditerranée orientale, provoque, à Athènes, la mort de plus de 1 200 personnes (du 26/VII au 1/VIII).

**21. - CEE :** Les ministres de l'environnement des Douze adoptent deux directives qui prévoient la réduction par étapes de la pollution par les gaz d'échappement des voitures à essence et des poids lourds à moteur Diesel (23).

**22. - ÉTATS-UNIS-URSS :** M. Mikhail Gorbachev accepte l'option « double zéro globale », qui suppose l'élimination de tous les missiles de portée intermédiaire (de 500 à 5 500 kilomètres) en Europe, mais aussi en Asie, où Moscou voulait conserver 33 de ses SS-20. Washington se rallie aussi, le 28, à cette option. Les 72 Pershing-1 A de l'armée ouest-allemande, dont Moscou demande la liquidation, mais dont Washington refuse qu'ils fassent partie de la négociation, représentent désormais le plus gros obstacle à un accord (2, 4, 23, 24, 25, 29, 30 et 31).

**23-24. - FRANCE-CONGO :** Visite à Brazzaville de M. Jacques Chirac (du 24 au 28).

**27-29. - OUA :** Au sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine, surtout consacré à la dette africaine, à l'apartheid et au conflit tchado-libyén, M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat zambien, est élu président de l'OUA en remplacement de M. Denis Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais (21, 23 et du 26 au 31).

**27-29. - PANAMA :** Les partisans du général Noriega manifestent leur soutien à l'« homme fort » du régime et leur opposition à l'égard des États-Unis, alors que l'opposition organisée, les 27 et 28, une grève générale très suivie (4, 7, 12-13, 14, 16, 17, 22, 25, 26-27, 29 et 31/VII, 2-3/VIII).

**29. - ITALIE :** M. Giovanni Goria (démocrate-chrétien) réussit après de laborieuses tractations à former un gouvernement, qui reconstruit la coalition entre la DC, le PS et les trois petits partis « laïques » (4, 8, 10, 12-13, 15, 18, 22, 24, 29, 30 et 31).

## FRANCE

**2. - Hachette prend le contrôle** du groupe de presse qui publie dans le Sud-Est quatre quotidiens, dont le *Provençal*, en s'engageant à « maintenir la ligne politique » du journal de Gaston Defferre (2 et 4).

**4. - La cour d'assises du Rhône** condamne Klaus Barbie à la réclusion criminelle à perpétuité pour des crimes contre l'humanité commis à Lyon en 1943 et 1944, après que Me Vergès ait tenté dans sa plaidoirie, les 2 et 3, de minimiser le rôle de l'ancien officier SS (du 3 au 13 et 25).

**5. - Mort de Pierre Marcellin,** membre du Conseil constitutionnel. Le 17, M. Francis Molle-Vieville est nommé par M. Jacques Chaban-Delmas pour lui succéder (7, 8, 19-20, 22, 24 et 25).

**7. - M. Jacques Chirac, en** valeur par le bilan positif de la cohabitation avec M. François Mitterrand pour ce qui concerne la politique étrangère de la France, alors que M. Raymond Barre avait critiqué, le 4, à La Rochelle, ce qui, selon lui, affaiblit le rôle de la France dans le monde (7 et 8).

**7. - La loi sur l'indemnisation** des rapatriés est définitivement votée par le Parlement (9 et 23).

**8. - Trois lois sur la lutte** contre le terrorisme et la ratification des conventions de Strasbourg de 1977 et de l'accord de Dublin de 1979 sont définitivement votées (1 et 10).

**9. - La session extraordinaire** du Parlement, ouverte le 1<sup>er</sup>, s'achève avec l'adoption définitive de quatre lois, qui concernent l'autorité parentale conjointe, l'apprentissage, le développement du mécénat et la réorganisation de la sécurité civile (3, 5-6, 9, 10, 11, 24, 25 et 28).

**9-10. - M. Chirac, en** visite officielle à Bordeaux, le 9, et au Pays basque, le 10, affirme qu'il ne veut pas entrer en campagne électorale « avant le début de l'automne » (du 9 au 13).

**10. - A la fin de l'offre de vente,** 415 741 petits porteurs sont devenus actionnaires de TF 1 (9, 17, 19-20, 21, 23 et 26-27).

## La rupture entre la France et l'Iran et la tension dans le Golfe

**Le 2, M. Wahid Gorji, qui** faisait fonction de numéro deux à l'ambassade d'Iran à Paris sans avoir le statut de diplomate et qui avait disparu depuis que M. Gilles Bouloque, magistrat chargé de plusieurs affaires de terrorisme, avait demandé, le 3 juin, son audition, réapparaît à l'ambassade d'Iran à Paris, où il est l'intéprète du chargé d'affaires iranien, qui consacre une conférence de presse à son cas. La police française, soupçonnant la présence de M. Gorji dans les locaux de l'ambassade, a établi, depuis le 29 juin, un important dispositif pour contrôler toutes les entrées et sorties de la représentation iranienne. A Téhéran, un blocus de l'ambassade de France est maintenu depuis le 30 juin.

**Le 2 au soir, MM. Mitterrand** et Chirac, réunis à l'Élysée avec MM. Raimond, Pasqua et Panhard, se mettent d'accord sur une attitude de fermeté face à l'Iran.

**Le 5, M. Raimond réaffirme** que M. Gorji doit se présenter devant le juge d'instruction qui veut l'entendre comme témoin et annonce que la « normalisation » des relations franco-iraniennes, engagée depuis mars 1986, est « suspendue ».

**Le 7, M. Chirac confirme,** dans le *Monde*, la fermeté adoptée par Paris.

**Les jours suivants, la tension** croît entre Paris et Téhéran, avec un incident qui oppose, le 11, un diplomate iranien aux douaniers français dans la partie française de l'aéroport de Genève et l'attaque dans le Golfe, le 13, d'un porte-conteneurs français, le *Ville-d'Anvers*, par deux vedettes iraniennes.

**Le 14, M. Mitterrand réaffirme** que M. Gorji « doit se soumettre à la loi ». A Téhéran, M. Paul Tori, premier secrétaire de l'ambassade de France, est accusé d'« espionnage » et convoqué pour être entendu par la justice iranienne. La Quasi d'Orsay dément les allégations iraniennes et affirme qu'elles visent à « créer artificiellement un scandale au cas de M. Gorji ».

**Le 16, Téhéran menace** de rompre avec Paris si le « siège » de son ambassade n'est pas levé dans les soixante-douze heures.

**Le 17, Paris annonce la** rupture des relations diplomatiques avec Téhéran, après un entretien à l'Élysée entre M. Mitterrand et M. Chirac. De laborieuses tractations s'engagent sur la rapatriation des personnels des ambassades. Téhéran veut que M. Gorji soit traité en diplomate, Paris refuse et exclut un quelconque « troc » entre M. Gorji et M. Tori.

**Le 20, le Conseil de sécurité** « exige » à l'unanimité un cessez-le-feu immédiat dans la guerre entre l'Iran et l'Irak. Bagdad accepte cette résolution de l'ONU, que Téhéran qualifie d'« injuste », sans la rejeter officiellement.

**Le 22, le *Bridgeton* et le *Gas*** pétroliers koweïtiens placés sous pavillon américain à pénétrer dans le Golfe escortés par trois navires de guerre américains, mais le *Bridgeton* est endommagé le 24 par une mine à proximité de l'île

**10. - La première phase** des « États généraux » de la Sécurité sociale s'achève après trois semaines de débats, à raison de deux jours dans chaque département (16 et 25/VII, 11, 17, 21, 24 et 25).

**10. - Les déclarations de députés** (3 UDF, 3 RPR, 3 FN) affirmant, à l'issue d'un séjour en Afrique du Sud, que l'apartheid « n'existe plus » dans ce pays, suscitent des réactions indignées dans l'opposition, mais aussi dans la majorité (du 12 au 18, 22 et 25).

**12. - La victoire, au second** tour de l'élection municipale de Grasse, de M. Hervé de Fontmichel, maire sortant UDF, à la tête d'une liste comprenant six membres du Front national, relance la polémique au sein de la majorité sur les accords électoraux avec l'extrême droite. Le 15, M. de Fontmichel est exclu du Parti radical, dont il était membre du bureau national depuis décembre 1983 (3, 7, 8 et du 14 au 28).

**12-19. - Des troubles à la** maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis (Essonne), les 12 et 13, sont suivis de manifestations violentes dans plusieurs prisons, en particulier à Fleury, le 14, et aux Baumettes à Marseille, le 16. Les détenus, qui sont plus de 50 600 pour 33 500 places, protestent contre leurs mauvaises conditions de détention (du 14 au 27).

**14. - M. Mitterrand, interrogé** sur TF 1 en direct de l'Élysée, déclare vouloir « préserver l'esprit public de l'insolence », affirmant à propos de l'extrême droite qu'« un certain nombre de pensées politiques sont menaçantes pour la République » (du 14 au 17).

**14. - Un camping est ravagé** par un torrent de boue au Grand-Bornand (Haute-Savoie) ; 23 personnes sont tuées. Après une polémique sur les responsabilités administratives, M. Alain Carignon annonce, le 22, que la prévention des risques naturels et celle des pollutions seront désormais réunies en une seule direction au sein du ministère de l'environnement (du 16 au 24/VII et 1 et 7/VIII).

**15. - Le conseil des ministres** décide la dissolution du groupe indépendantiste basque Iparretarrak, responsable depuis 1973 d'une soixantaine d'attentats au Pays basque français. Deux de ses dirigeants ont été arrêtés le 11, mais son chef, prisoier, Philippe Bidart, a réussi à s'échapper, aux policiers (7, 8, 9, 12-13, 14, 16 et 17).

**17. - En juin, le déficit du** commerce extérieur a atteint 3,9 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 0,6 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (17, 19-20 et du 29 au 31).

**17. - Mort de Gabriel Ventejol,** président du Conseil économique et social de 1974 à avril 1987 (19-20).

**20. - Mort du spéléologue** Norbert Castaret (22).

**21. - Quatre militants** indépendantistes guadeloupais, dont Luc Reinette, chef présumé de l'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC), organisation terroriste dissoute en mai 1984, sont arrêtés dans l'île indépendante de Saint-Vincent. Remis aux autorités françaises, ils sont interrogés en Guadeloupe par

**REPÈRES**

**Production**

**CHIFFRES ET ÉCONOMIE**

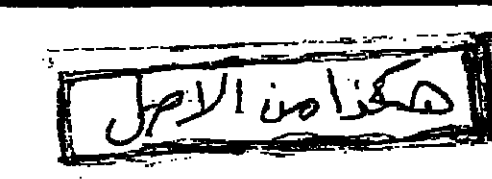
**TRAVAIL**

**Pour l'OCD**

**CULTURE**

**La place de Londres**

**T**





# Economie

## L'emploi du temps des Français La télévision passe avant la table

(vaisselle, cuisine, linge) diminuent.

Pour l'ensemble des Français, la moitié de la journée se passe à dormir, manger et se laver, les inactifs et les personnes âgées ayant un sommeil légèrement plus long. Pour les hommes actifs, la durée hebdomadaire moyenne du temps de travail, qui augmente avec l'âge, est de 39 h 40. Mais il faut lui ajouter 4 heures de trajet

par semaine. Pour les femmes actives, le temps de travail représente 32 heures par semaine et les trajets 3 h 30. Globalement, les femmes travaillent cependant plus longtemps que les hommes à cause des activités domestiques (4 h 30 par jour). Ces tâches accablent les femmes au foyer entre 7 h 12 et 8 h 12 par jour, selon leur âge, c'est-à-dire qu'elles exigent plus de temps qu'une occupation professionnelle. L'in-

galité se retrouve dans le temps libre, plus important pour les hommes que pour les femmes, au détriment de la télévision. Sinon, les distractions sont parfaitement identiques, le Français, comme la Française, ne consacrant pas plus de 5 minutes par jour pour « penser et réfléchir », à comparer aux 2 minutes quotidiennes de pratique religieuse.

### L'agriculteur travaille davantage

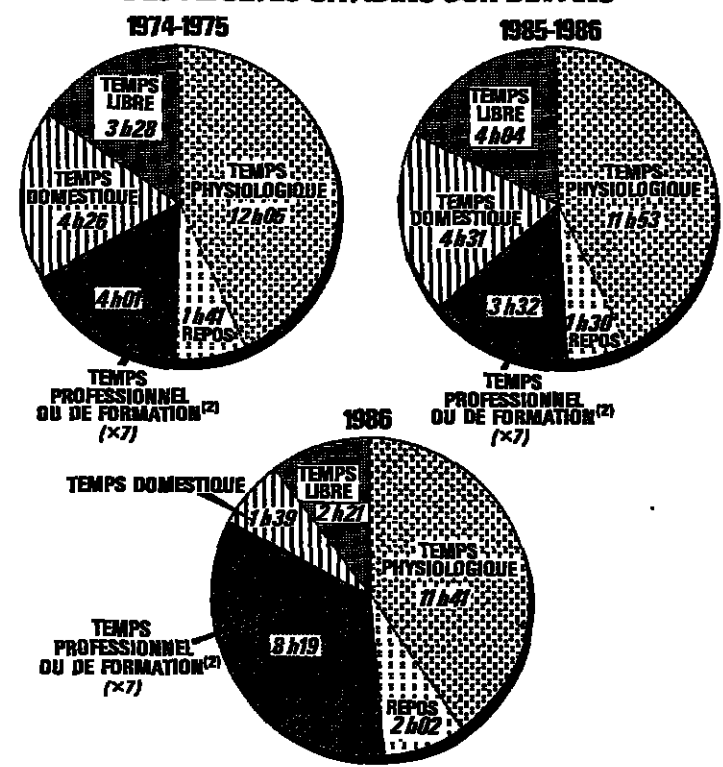
Pour la première fois, cette enquête a pu être réalisée auprès des adultes ruraux, agriculteurs exploitants ou autres. Elle met en évidence des différences sensibles avec l'emploi du temps des citadins. Le rural travaille davantage et jusqu'à 8 h 19 par jour pour l'agriculteur, la femme étant absorbée pendant 6 h 15 par les travaux domestiques, difficiles à distinguer dans l'activité d'une ferme. La préparation des repas et la vaisselle prennent deux fois plus de temps qu'à la ville. Manger y est encore un cérémonial qui occupe l'agriculteur pendant plus de 2 heures.

L'emploi du temps des ruraux est plus utilitaire. Ils jardinent, bricolent, élèvent poulets et lapins mais disposent de moins de temps libre. Chaque jour, ils ont 30 minutes de loisirs en moins que les citadins. Mais ils attachent beaucoup moins d'importance à la télévision. L'agriculteur la regarde 56 minutes par jour, sa femme 37 minutes. La pêche et la chasse, pour les hommes, correspondent à de longues habitudes de vie. On verra dans dix ans, lors de la prochaine enquête, si l'influence des citadins modifie leurs comportements.

ALAIN LEBEAUX.

(1) A partir de dix-huit ans pour les comparaisons sur dix ans. A partir de quinze ans dans les autres cas.

### ÉVOLUTION DES EMPLOIS DU TEMPS DES ADULTES CITADINS SUR DIX ANS<sup>(1)</sup>



### EMPLOI DU TEMPS D'UN EXPLOITANT AGRICOLE<sup>(3)</sup>

(1) Comprend les adultes de dix-huit à soixante-cinq ans et plus actifs ou inactifs.  
(2) Moyenne pour les actifs, les étudiants et les inactifs calculée sur les sept jours de la semaine.  
(3) Enquête de 1986 pour un homme âgé de dix-huit à soixante-quatre ans.

## REPÈRES

### Super-ordinateurs

### Réglement du contentieux américano-nippon

Les États-Unis et le Japon ont signé, le vendredi 7 août, après neuf mois de négociations, un des contentieux qui les opposent dans le domaine des hautes technologies en signant un accord permettant une meilleure ouverture du marché nippon aux super-ordinateurs américains.

L'accord, qui a donné lieu à un échange de lettres entre M. Clayton Ventris, représentant spécial américain pour le commerce et l'ambassadeur du Japon à Washington, M. Nabuo Matsunaga, devrait mettre les industriels américains (comme le géant Cray) sur un pied d'égalité avec leurs concurrents japonais (comme NEC) dans les procédures d'appel d'offres sur les marchés publics japonais, dont les firmes américaines se trouvent pratiquement exclues. Toutefois, il ne règle pas la controverse entre les deux pays sur les prix pratiqués par les industriels japonais sur leur marché intérieur. Le gouvernement japonais, a rappelé M. Matsunaga, prévoit d'acquiescer deux super-ordinateurs : l'un pour le MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur) et l'autre pour le ministère de l'Éducation. — (AFP.)

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Production

### Un mieux en France

Les perspectives générales d'activité dans l'industrie sont jugées favorables par les chefs d'entreprises, qui déclarent que leur production s'est accélérée en juillet, indique la dernière enquête mensuelle de l'INSEE. La demande globale a légèrement augmenté au mois d'une amélioration des commandes en provenance de l'étranger. Les industriels s'attendent pour leur propre entreprise à une croissance modérée de leur activité. Ils prévoient également des hausses de prix plus fortes, signale l'INSEE.

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Production

### Un mieux en France

Les perspectives générales d'activité dans l'industrie sont jugées favorables par les chefs d'entreprises, qui déclarent que leur production s'est accélérée en juillet, indique la dernière enquête mensuelle de l'INSEE. La demande globale a légèrement augmenté au mois d'une amélioration des commandes en provenance de l'étranger. Les industriels s'attendent pour leur propre entreprise à une croissance modérée de leur activité. Ils prévoient également des hausses de prix plus fortes, signale l'INSEE.

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

### Chômage

### Diminution saisonnière en Europe

Le chômage a diminué de 1,5 % au cours du mois de juin dans les douze pays de la Communauté européenne pour des raisons essentiellement saisonnières, indique l'office statistique Eurostat. Le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 15 461 000, en baisse de 237 000 par rapport au mois de mai et de 0,4 % sur un an. En données corri-

## Les résultats de la Grande-Bretagne

### Pour l'OCDE, M<sup>me</sup> Thatcher est « sur la bonne voie »

Le bilan est par ailleurs mitigé en matière d'inflation. La maîtrise des prix est restée l'un des objectifs prioritaires du gouvernement, « sans que des progrès importants aient été accomplis dans ce domaine depuis 1983 ». Le rythme annuel de progression des prix de détail est tombé de 7 %, au milieu de 1985, à 2,5 %, au milieu de 1986, avant de remonter à plus de 4 % en mai 1987.

### La place de Londres

C'est sur l'analyse du rôle de la place financière de Londres que le rapport s'attarde le plus longuement. Les réformes du gouvernement, qui combinent « judicieuse-

ment une libéralisation et une réglementation plus poussée », devraient, selon l'OCDE, « contribuer à maintenir la position de Londres en tant que grande place financière ».

Les experts remarquent cependant que le secteur financier a gardé un rang très supérieur à ce que justifierait le seul potentiel économique du pays. Cette disproportion suscite une certaine réserve : « Ce dont on pourrait s'inquiéter, écrit que les entreprises admettent dans une mesure considérable en actifs financiers plutôt qu'en capital physique, et que, par comparaison avec les investissements, les fusions et les acquisitions aient pris une telle ampleur. »

Pour les années 1987-1988, les prévisions de l'OCDE sont encourageantes : les marchés à l'exportation devraient connaître une expansion d'environ 4,5 %, et la croissance de la demande intérieure rester vigoureuse malgré un léger tassement en 1988. Les experts prévoient également une nette reprise de l'investissement et un léger recul du chômage « à condition que la population active ne s'accroisse que modérément ».

Seules zones d'ombre : les tensions inflationnistes, « qui ne seront que partiellement compensées par l'effet modérateur de la revalorisation de la livre sterling », et l'augmentation du déficit extérieur courant, qui succéderait ainsi à l'amélioration de la balance com-

merciale observée au début de l'année.

Il faut sans doute — et les experts de l'OCDE le soulignent — comparer les chiffres de cette année non à ceux de 1981, une année marquée par une profonde récession, mais à ceux de 1979. Les courbes prennent alors une allure tout à fait différente : sur la période 1979-1987, qui couvre en totalité le mandat de M<sup>me</sup> Thatcher, la croissance du PIB se limite à 1,5 % en moyenne, un taux largement inférieur à celui du Japon et des États-Unis. Ce chiffre modeste renvoie à la récession brutale de 1980-1981 : il a fallu attendre 1983 pour que le PIB retrouve sa valeur de 1979.

Le rapport s'achève sur quelques recommandations concernant la

politique salariale et l'inflation. L'OCDE, qui déplore « la rigidité à la baisse des salaires nominaux », plaide en faveur « d'améliorations profondes dans le marché du travail, en particulier dans le processus de détermination des salaires ». Depuis 1984, la forte croissance des revenus est restée pratiquement inchangée.

L'adoption d'une réelle politique des revenus étant contraire aux convictions libérales de M<sup>me</sup> Thatcher, l'OCDE conseille une plus grande surveillance des accords de salaires du secteur public.

Cet « ajustement » est jugé indispensable « si l'on veut que l'injection du Royaume-Uni continue de baisser et que l'équilibre extérieur soit maintenu ».

ANNE CHEMIN.

## Travail à temps partiel et non salarié

Symboliquement descendu en dessous de la barre des trois millions de personnes à fin mai, le niveau du chômage en Grande-Bretagne paraît depuis quelques mois bénéficier du mouvement de création d'emplois qui se développe depuis 1983. Les communiqués officiels vantent les succès obtenus par le politique de M<sup>me</sup> Thatcher et, au vu des résultats, les critiques prennent un ton embourbé.

Apparemment positif et impressionnant, ce double phénomène s'explique. Mais il dissimule aussi des changements sur le marché du travail qui amènent à nuancer le jugement. En premier lieu les opérations de reclassement de chômeurs de longue durée et le retour à une progression plus naturelle de la population active (1) se sont additionnés pour réduire le taux de chômage.

Ensuite la création d'emplois non salariés, due au développement du travail indépendant et à la naissance de petites et moyennes entreprises, intervient pour 42 % dans l'augmentation des effectifs employés dont l'essor est également traduit par une forte croissance du travail à temps partiel, particulièrement pour les femmes. Désormais, ce type de statut représente 43 % des emplois féminins

et perdus 48 000 emplois salariés entre mars 1983 et septembre 1986 malgré la croissance du travail à temps partiel. Ce sont donc les statuts différents du salarié à temps plein qui fournissent l'essentiel de l'emploi et d'abord aux femmes. « La croissance des effectifs à temps partiel explique les deux tiers de l'augmentation de l'emploi salarié féminin entre 1983 et 1986 », soit 417 000 sur 641 000. Les emplois non salariés, eux, ont effectué un bond (+ 18,6 %) de mars 1983 à juin 1985), également plus profitable aux femmes. « Cette forme d'activité concerne pour 63,2 % le secteur des services et pour 19 % le secteur de la construction. » De 1981 à 1985, une personne sur dix qui s'est mise à son compte exerce son activité dans la branche des services rendus aux entreprises.

Satisfaisante en valeur absolue, la situation de l'emploi en Grande-Bretagne s'appuie sur des bases solides et de travail précaire.

(1) Les femmes ont fait un retour massif sur le marché du travail entre 1983 et 1986, conséquence de leur retrait, au plus fort de la crise, entre 1979 et 1983. Elles avaient été à l'époque dissuadées de chercher un emploi ou avaient renoncé à se présenter.

perdu 48 000 emplois salariés entre mars 1983 et septembre 1986 malgré la croissance du travail à temps partiel. Ce sont donc les statuts différents du salarié à temps plein qui fournissent l'essentiel de l'emploi et d'abord aux femmes. « La croissance des effectifs à temps partiel explique les deux tiers de l'augmentation de l'emploi salarié féminin entre 1983 et 1986 », soit 417 000 sur 641 000. Les emplois non salariés, eux, ont effectué un bond (+ 18,6 %) de mars 1983 à juin 1985), également plus profitable aux femmes. « Cette forme d'activité concerne pour 63,2 % le secteur des services et pour 19 % le secteur de la construction. » De 1981 à 1985, une personne sur dix qui s'est mise à son compte exerce son activité dans la branche des services rendus aux entreprises.

Satisfaisante en valeur absolue, la situation de l'emploi en Grande-Bretagne s'appuie sur des bases solides et de travail précaire.

perdu 48 000 emplois salariés entre mars 1983 et septembre 1986 malgré la croissance du travail à temps partiel. Ce sont donc les statuts différents du salarié à temps plein qui fournissent l'essentiel de l'emploi et d'abord aux femmes. « La croissance des effectifs à temps partiel explique les deux tiers de l'augmentation de l'emploi salarié féminin entre 1983 et 1986 », soit 417 000 sur 641 000. Les emplois non salariés, eux, ont effectué un bond (+ 18,6 %) de mars 1983 à juin 1985), également plus profitable aux femmes. « Cette forme d'activité concerne pour 63,2 % le secteur des services et pour 19 % le secteur de la construction. » De 1981 à 1985, une personne sur dix qui s'est mise à son compte exerce son activité dans la branche des services rendus aux entreprises.

Satisfaisante en valeur absolue, la situation de l'emploi en Grande-Bretagne s'appuie sur des bases solides et de travail précaire.

(1) Les femmes ont fait un retour massif sur le marché du travail entre 1983 et 1986, conséquence de leur retrait, au plus fort de la crise, entre 1979 et 1983. Elles avaient été à l'époque dissuadées de chercher un emploi ou avaient renoncé à se présenter.

### Au Pérou

### Le président Garcia suspend momentanément la nationalisation des banques

Le président Alan Garcia a annoncé, le vendredi 7 août, qu'il suspendait la nationalisation des banques afin de ne pas mettre le gouvernement dans l'illégalité en allant contre une décision de justice. Un juge avait estimé anticonstitutionnelle, la semaine dernière, la décision gouvernementale de nationaliser les banques.

Mais, dans un communiqué, le conseil des ministres avait alors souligné qu'un autre magistrat avait rendu un jugement soutenant le contraire et qu'en conséquence le gouvernement poursuivait l'action entreprise tout en attendant la décision définitive de la Cour suprême. Le procureur général de la République, M. Hugo Denegri, avait jugé, quant à lui, déclarée constitutionnelle l'opération du système financier et légale la décision de M. Garcia de placer des administrateurs provisoires à la tête des banques concernées (Le Monde du 8 août).

La décision du président Garcia semble donc s'expliquer plus par des raisons politiques que par des raisons juridiques (1).

(1) Voir dans Le Monde du 6 août l'article de notre envoyé spécial Marcel Niedergang.

10 - La première phase des...  
11 - Les élections de député...  
12 - Le maire de la commune...  
13 - Les travaux de la maison...  
14 - M. Mitterrand, candidat...  
15 - Le chômage a diminué...  
16 - Le bilan est par ailleurs...  
17 - M. Thatcher peut se pencher...  
18 - Le chômage a diminué...  
19 - Le bilan est par ailleurs...  
20 - M. Thatcher peut se pencher...

## CULTUR

11 - Les élections de député...  
12 - Le maire de la commune...  
13 - Les travaux de la maison...  
14 - M. Mitterrand, candidat...  
15 - Le chômage a diminué...  
16 - Le bilan est par ailleurs...  
17 - M. Thatcher peut se pencher...  
18 - Le chômage a diminué...  
19 - Le bilan est par ailleurs...  
20 - M. Thatcher peut se pencher...

## et l'Iran

11 - Les élections de député...  
12 - Le maire de la commune...  
13 - Les travaux de la maison...  
14 - M. Mitterrand, candidat...  
15 - Le chômage a diminué...  
16 - Le bilan est par ailleurs...  
17 - M. Thatcher peut se pencher...  
18 - Le chômage a diminué...  
19 - Le bilan est par ailleurs...  
20 - M. Thatcher peut se pencher...

Economie

Revue des valeurs

AFAIRES

Les aéroports de Londres et l'augmentation du trafic

Stolport entrera en fonction à l'automne

Stansted va être rénové

Londres. - Le nouvel aéroport du centre de Londres, Stolport (abréviation de Short-take-off and landing airport), premier aéroport urbain du monde pour avions à décollage et atterrissage courts (Le Monde du 26 mars 1986) recevra ses premiers passagers à l'automne.
Aussi appelé London City Airport, il assurera 120 vols par jour dès sa mise en service, avec un objectif de trafic annuel de 1,25 million de passagers à partir de 1992-1993. Il est situé à 9 kilomètres de la City, dans le quartier des docks, en pleine rénovation, alors que Heathrow est à 25 kilomètres et Gatwick à 40 kilomètres du centre de la capitale.

Un objectif ambitieux

Deux transporteurs régionaux britanniques, Eurocity Express et Brynmouth Airways, ont reçu l'autorisation d'opérer à partir du nouvel aéroport. Ils seront en compétition sur les lignes de Paris, Bruxelles et Amsterdam, mais Eurocity desservira en plus Rotterdam, Düsseldorf, les îles Anglo-Normandes et Manchester, et Brynmouth et Newquay.

La compagnie aérienne belge Sabena a passé un accord avec Eurocity portant sur un partage des routes. Air France et le néerlandais KLM sont en négociation avec Eurocity et Brynmouth.
Pour faire face à l'augmentation du trafic en Grande-Bretagne, que de récentes estimations évaluent à 2,5 millions de passagers par an, l'aéroport de Stansted, à 48 kilomètres au nord de Londres, a entrepris une cure de rajeunissement qui ne laissera intacte que sa piste de 4 kilomètres.

L'objectif, très ambitieux, est de quadrupler sa capacité d'accueil jusqu'à 8 millions de passagers vers 1995, chiffre à comparer avec les 16 millions de passagers annuels de Gatwick et les 30 millions de passagers de Heathrow.

Le coût des travaux, qui devraient être terminés en 1991, s'élève à 310 millions de livres (3,1 milliards de francs) financés par des appels au marché des capitaux. Rappels que les aéroports ont été privatisés en Grande-Bretagne.

Une nouvelle liaison ferroviaire, mise en place à partir du centre-est de Londres devrait permettre d'atteindre Stansted en quarante minutes, supprimant le lourd handicap qu'est son éloignement.

Parmi les compagnies présentes actuellement à Stansted, on trouve Air France, une filiale de KLM, des compagnies scandinaves de charter et Air UK. (AFP.)

OPA sur les tirelires

La valeur (bancaire) n'attend pas le nombre des années. A Denver (Colorado) vient de s'ouvrir la Banque des jeunes Américains, première du genre aux Etats-Unis. Pour y ouvrir un compte, il suffit d'avoir l'âge de raison biblique: sept ans.

Les (très) jeunes clients ont fait la queue, le mardi 4 août, dès l'ouverture des guichets, et, quelques heures après, le directeur de l'établissement, M. Roger Knight, a pu compter quarante-cinq nouveaux clients, qui, à son avis, e sont tous très intéressés, très sérieux.

Exigence « rétrograde »: les chèques émis par les moins de dix-huit ans devront porter la signature des parents, et le montant total des dépôts ni le montant moyen. Consentira-t-il des prêts à ses clients? Leur proposera-t-il de placer leurs économies?

tant des chèques ne devra pas dépasser 100 dollars (environ 600 francs) pour les plus de quinze ans, tandis que les moins de quinze ans ne pourront faire de chèques supérieurs à 30 dollars (180 francs).

M. Knight n'a précisé ni le montant total des dépôts ni le montant moyen. Consentira-t-il des prêts à ses clients? Leur proposera-t-il de placer leurs économies?

Cette OPA sur les tirelires n'est évidemment pas - c'est promis - pour botter l'arrière des parents des jeunes chalcides à venir à leur tour des clients, ni, bien entendu, de faire parler de l'imaginaire M. Knight...

Les Chargeurs prennent pied chez Prouvost

Quand M. Seydoux lève le voile...

Et maintenant, que va faire M. Jérôme Seydoux, qui - avec le groupe Chargeurs - a pris à la Bourse, lors d'un raid au palais Brogniart, 11,7% du capital de Prouvost (Le Monde du 8 août)? Les analystes en sont encore surpris, car M. Seydoux ramassant sur le marché les titres du groupe lauréat de Lille.

Depuis longtemps déjà, Prouvost, en plein redressement, semblait une proie intéressante pour quelque « raider » désireux de faire de bonnes affaires. Son président, M. Christian Derveloy, optimiste, se fixait en juin un objectif ambitieux: doubler en trois ans son résultat net (116 millions de francs en 1986). Toutefois, l'ampleur des mouvements sur les titres du groupe avait laissé perplexe: d'un plancher de 220 francs à la mi-juin, le cours a bondi jusqu'à 381 francs le 5 août! Et pour la seule semaine du 3 au 7 août, 1 184 614 actions (23,8% du capital!) ont changé de mains.

Les hypothèses les plus folles ont circulé à la corbeille: les noms de DMC, numéro deux du textile, ou de Bection ont été cités ainsi que ceux d'acheteurs allemands ou australiens...

Les responsables du groupe lillois affirment leur étonnement, tout en se disant « surpris »: leur capital, détenu à 60% par des actionnaires « amis », n'était-il pas bien protégé? Le vendredi 5 août, ces responsables

ont adopté une attitude « neutre » lors de l'annonce de l'entrée dans leur société des Chargeurs, qui, affirmaient-ils, avaient acheté leurs titres dans le public, sans entamer le profil du noyau d'actionnaires de Prouvost. Une façon d'assurer qu'aucun membre des « familles » n'avait trahi, comme la rumeur en avait couru.

Des moyens considérables

Toute la question est de savoir maintenant si le patron des Chargeurs ira plus loin. Cherchera-t-il à accroître sa participation dans le groupe lauréat? M. Seydoux, un des patrons les plus en vue de l'establishment financier français, dispose de moyens considérables: à la mi-juin, il affirmait dans le journal Investir disposer de 4 milliards de francs en trésorerie.

Un chiffre qui laisse rêver! Quel rôle M. Seydoux entend-il jouer au sein de Prouvost? Considère-t-il cet investissement comme un simple placement? Comment cette acquisition s'inscrit-elle dans la stratégie de Chargeurs, qui se désengagent doucement des transports maritimes?

Ces questions resteront sans réponses pendant un temps, le silence étant de mise aux Chargeurs.

F. V.

BOURSE DE PARIS

Semaine du 3 au 7 août

Sous le double signe du baril et des taux

PAS de chance. La Bourse de Paris aurait pu monter cette semaine. Elle a baissé, mais ce n'est pas de son fait. Les événements du Moyen-Orient, mais aussi les mauvaises nouvelles du front monétaire, sont venus contrarier ses bonnes dispositions. Dès lundi, le marché se repliait (- 0,73 %), pour s'alourdir encore notablement le lendemain (- 1,5 %). Mercredi, il se ressaisissait un peu (+ 0,11 %), se redressait jeudi (+ 1,5 %), mais repassait du nez à la veille du week-end. Bref, d'un vendredi à l'autre, les divers indices ont baissé de 2 % environ, pour se retrouver de nouveau son loin de leurs niveaux du début de l'année. Inutile de le préciser: la crise déclenchée par les événements de La Mecque a mis toutes les places financières en émoi. Particulièrement vulnérable ces temps-ci, Paris a un peu plus durement ressenti le choc. Nulle part, souligne-t-on, il n'y a eu le moindre début de panique. Ici même qu'on voit. Au contraire, les marchés ont conservé un parfait sang-froid, pour se replier en bon ordre, quelques-uns, comme Wall Street, faisant même preuve d'une forte résistance.

D'une façon générale, les marchés ont rapidement pris conscience de l'existence du danger de pénurie. En fait, le risque est surtout d'ordre politique. Du pétrole, le monde en regorge. Même si aucun pétrolier ne pouvait plus transporter par le détroit d'Ormuz, il se trouverait toujours un pays producteur pour prescrire le relais comme fournisseur.

Les différentes Bourses ne s'y sont pas trompées. D'abord, à peu près partout en forte hausse, les valeurs pétrolières ont ensuite très vite redonné. Paris a saisi l'occasion pour se redresser. L'heure paraissait bien choisie. Pour la première fois depuis longtemps, les chefs d'entreprise interrogés par FINSEE sont plus optimistes. La production industrielle s'est améliorée en juillet, grâce à l'augmentation des commandes étrangères et à l'accroissement des biens intermédiaires. Evidemment, une hirondelle ne fait pas le printemps. Mais si personne ne panique encore, l'espoir reste donc permis. Les nations de courtoisie britannique restent, quant à elles, fondamentalement optimistes pour les valeurs françaises. Les méchantes langues objectent que ce n'est pas une référence. Si l'on peut soupçonner l'une ou l'autre de manquer d'objectivité, il paraît difficile de se méfier de toutes. Car leur nombre grandit. Après bien d'autres, les spécialistes de Phillips and Drew se sont déclarés très confiants. Ceux d'Art Securities, maison proche de la BNP, attendent une reprise importante qui surviendrait « se prolonger jusqu'en septembre » pour laisser toute la place à « une croissance plus stable ». Bref, Paris ne baisse pas indifféremment les Britanniques.

Pour deux raisons essentielles, semble-t-il: les entreprises françaises n'ont pas épuisé leur capacité à générer encore de plus gros bénéfices, et, avec un score semestriel à peu près égal à zéro, la Bourse de Paris est actuellement, de toutes les meilleures places, le meilleur marché. Et puis la confirmation d'un allègement supplémentaire de l'impôt payé par les particuliers pour 1988 promet d'augmenter le flux des capitaux drainés par la Rue Vivienne.

La reprise de jeudi n'avait donc rien pu surprendre, l'engagement venait de haut. Boulevard toutes les prévisions. Wall Street n'avait-il pas regagné en trouble tout le terrain perdu? Mais c'était compter sans le facteur monétaire. Déjà, depuis quelque temps, un peu partout dans le monde, les taux d'intérêt ont baissé, sur le long terme en particulier. En relevant, à la surprise générale, son taux

d'intervention, la Banque d'Angleterre a brigué les investisseurs à redoubler de prudence. La diminution des courants d'échanges à moins de 1 milliard de francs par jour, blocs déduits, en dégageant amplement. Reste que deux éléments pourraient, peut-être, aider à déclencher enfin cette reprise esotérique, que, comme nous l'avons dit, on désespère de voir arriver. C'est d'abord la fermeté du dollar. En se maintenant, et à supposer que les Banques centrales n'interviennent pas trop, elle pourrait aider les entreprises françaises à améliorer un peu leur compétitivité à l'exportation. Il y a ensuite cette préférence marquée par les géants pour les placements courts, qui les incite, bien que la marchandise soit différente, à larguer du côté des actions. On murmure que cet intérêt n'est pas faux. Mais tout cela reste hypothétique. Pour fonctionner, le système a besoin d'être bien huilé. Ne comptons pas sur l'Iran pour le faire.

La flambe de l'or a été l'autre événement de la semaine. Le lingot est ainsi monté à 94 500 francs et le Napoléon à 565 F. Niveau le plus élevé depuis deux ans pour l'ingot depuis septembre 1986. Pour le Napoléon, avec la détente, le premier est revenu à 92 100 F et le second à 522 F.

Sur un plan boursier, l'affaire Prouvost a défrayé la chronique. Visiblement quelqu'un - on parlait de trois candidats - achetait du papier. Il n'y a plus de mystère. Revenant aux sources, Chargeurs SA a pris une participation de 11,7 % dans le capital du premier groupe lauréat de France. A l'origine, en 1972, les Chargeurs avaient exercé leurs talents dans le textile, plus tard revenant à Rhodie-Poissac.

On a aussi beaucoup parlé de BSN. Le groupe agro-alimentaire a revêtu à la hausse ses prévisions de résultats pour 1987. Sans imprimer, son bénéfice augmentera de 20 %, d'où la belle tenue du titre.

Enfin, Maisons Pinxyn s'est rappelé au bon souvenir de ses actionnaires. Son président a expliqué que l'assainissement et la restructuration du groupe étaient terminés. Il en a profité pour annoncer une augmentation du capital de 83 millions de francs (1 pour 1 au pair) pour renforcer les fonds propres. L'accueil a été glorieux: 13 % de baisse au cours de la seule séance de vendredi. La Bourse n'a jamais caché ses antipathies.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

La barre des 2 600

Wall Street a rapidement surmonté les inquiétudes suscitées par la tension dans le Golfe, la remontée des taux d'intérêt obligataires et la crainte d'une flambe de l'inflation. Ainsi dans un marché très actif, la Bourse de New-York a encore pulvérisé ses records. Si lundi et mardi son élan était freiné par les hausses des prix pétroliers et des autres matières premières, le lendemain, les échanges ont été plus soutenus, dans la mesure où la Mecca, son revirement de tendance a relancé son activité dès mercredi. L'indice récapitulatif a la majeure partie de ses gains pour l'ensemble des semaines précédentes.

Vendredi, pour la première fois de son histoire, le Dow Jones franchissait la barre des 2 600 avant de redescendre en raison de nombreuses prises de bénéfices. Néanmoins, ce léger repli n'a inquiété pas les analystes, pour qui la tendance haussière devrait se poursuivre. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a clôturé vendredi à 2 592 en hausse de 19,94 points par rapport à celui du 31 juillet.

Table with 3 columns: Cours 31 juillet, Cours 7 août, and values for various stocks like Alcoa, Allegra, etc.

LONDRES

Victime des taux d'intérêt

La nervosité suscitée par l'escalade de la tension dans le golfe Persique et par la publication prochaine des statistiques de la balance commerciale britannique en juin, qui l'on craint aussi dévalué que les précédents, ont dès le départ affaibli la tendance au Stock Exchange.

Mais les pertes ont culminé jeudi. Les indices du Financial Times ont enregistré des baisses quotidiennes records lorsque la Banque d'Angleterre a surpris la City en donnant le signal d'une hausse des taux.

L'indice « FT » des valeurs industrielles, a clôturé une baisse de 12,6 points sur la semaine à 1 726,9, soit une chute de 6,7 %; celui des mines d'or a terminé à 462,4 (contre 472,8) et celui des fonds d'Etat à 85,94 (contre 87,66).

Table with 3 columns: Cours 31 juillet, Cours 7 août, and values for various stocks like Bocochem, Boverly, etc.

FRANCFORT

Proche de son record

La hausse amorcée fin juillet s'est poursuivie au cours de la première semaine d'août. La fermeté du dollar a stimulé le marché des actions en raison de bonnes perspectives qu'elle offre pour les exportations ouest-allemandes. La plupart des valeurs vendues ont fait l'objet d'une forte demande de l'étranger. L'indice de la Commerzbank s'est rapproché de son niveau le plus haut atteint en janvier. Il clôturait à 2 039,3 le 7 août (contre 1 987 le 31 juillet).

Table with 3 columns: Cours 31 juillet, Cours 7 août, and values for various stocks like AEG, BASF, etc.

TOKYO

Poursuite de la hausse

La Bourse de Tokyo s'est bien redressée en fin de semaine, après un début laborieux, s'orientant en hausse pour la troisième semaine consécutive. Les échanges ont été modérés, le volume quotidien des transactions se situant autour de 469 millions de titres (contre 760 millions la semaine précédente).

Indices du 7 août: Nikkei: 24 800,95 (contre 24 755,95); indice général: 2 041,49 (contre 2 038,32).

Table with 4 columns: Cours 31 juil., Cours 7 août, and values for various stocks like Aika, Bridgestone, etc.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Table with columns for dates (3 août to 7 août) and values for RM, Comptant, R. et obl., Actions, Total, INDICES QUOTIDIENS, COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE, and Indice gén.

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (%)

Table with columns: Valeur, Nbre de titres, Val. en esp. (F), and values for Metall, Prouvost, etc.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Table with columns: Valeurs, Hausse %, Baisse %, and values for SBC, Eurochem, etc.

MATIF

Table with columns: Notionnel 10 %, Cotation en pourcentage du 7 août 1987, and values for Couriers, + haut, + bas, Dernier, Compensation.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Or fin (titre en barre), Or fin (titre en lingot), Or fin (titre en lingot), etc.

BONS DU TRÉSORS

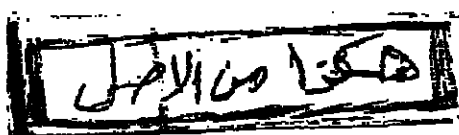
Table with columns: Séance du 7 août 1987, and values for Sept. 87, Déc. 87, Mars 88, Juin 88.

Crédits

Escamoté par le franc

L'aluminium déb...





valeurs

du 3 au 7 août

et des taux

BOURSES ÉTRANGÈRES

ARCHÉ DESSE

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Escamoté par le franc suisse

Toute l'activité obligataire du monde paraît s'être réfugiée en Suisse. Depuis la fin juin, une explosion d'émissions nouvelles a porté à 5,4 milliards de francs helvétiques l'activité primaire, soit une augmentation de près de 40 % par rapport aux 3,3 milliards émis pendant le mois de juillet 1986. La nouvelle tension dans le Golfe, combinée avec la crainte d'un retour des pressions inflationnistes et, par voie de conséquence, d'une remontée des taux d'intérêt, a entraîné la quasi-fermeture de tous les grands marchés obligataires traditionnels, qu'il s'agisse du dollar, du deutschemark ou du yen, sans parler du sterling, en déroute après la remontée du taux de base bancaire en Grande-Bretagne, et de l'ECU, qui doit sa persistance somnolente à d'autres facteurs.

Papier-or jaune et papier-or noir

La crise iranienne n'a pas manqué de ramener sa cohorte de transactions liées à l'or et au pétrole. Rhône-Poulenc a été le premier à sauter sur l'occasion en offrant, en début de semaine, 100 millions de francs suisses sur huit ans avec un coupon annuel de 2 %. A chaque obligation de 5000 francs est attaché un warrant permettant au porteur d'acquiescer, au cours des vingt-deux prochains mois, 4,2 onces d'or fin à un prix de 475 dollars l'once. Lancé au moment même où le cours de l'or s'envolait sous la pression des événements au Moyen-Orient, l'emprunt Rhône-Poulenc a immédiatement bénéficié d'un vif intérêt. Par la suite, la détente sur le prix de l'or a rafraîchi l'ardeur initiale. Jeudi, l'opération se traitait avec une décote de 2 % à 1,50 % sur le marché gris. La transaction, dirigée par l'Américaine Shearson Lehman, est bâtie sur un swap qui permettra à Rhône-Poulenc d'obtenir des dollars à taux variable. Ce swap a été monté par la BNP Capital Markets, pour qui c'est la première opération publique depuis son implantation à Londres il y a à peine deux mois.

6,75 % pour trouver des capitaux prêts à s'investir sur cette échéance. Par comparaison, un coupon de 5 % est suffisant pour réussir en Suisse une émission obligataire de quinze à vingt ans.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium débridé

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium débridé

Depuis la fin du mois de juin, l'aluminium réalise des performances remarquables. Les cours ont crevé les uns après les autres tous les seuils de résistance fixés par les analystes sur graphique. En milieu de semaine, la tonne à trois mois a touché 1 045 livres avant que des prises de bénéfices d'origine spéculative ne ramènent sa valeur aux alentours de 1 030 livres.

Le dollar a gagné plus de 2 pennes contre le deutschemark entre lundi 3 et vendredi 7, où il a clôturé à 1,8822 deutschemark. A Paris, la hausse a atteint 10 centimes, et on était proche de la barre des 6,30 F avec 6,28 F au dernier fixing de la semaine.

LES DEVICES ET L'OR

Le dollar en vedette

Sortant de sa torpeur estivale, le marché des changes a, comme celui de l'or et des produits pétroliers, réagi vivement à la dégradation de la situation dans la région du Golfe.

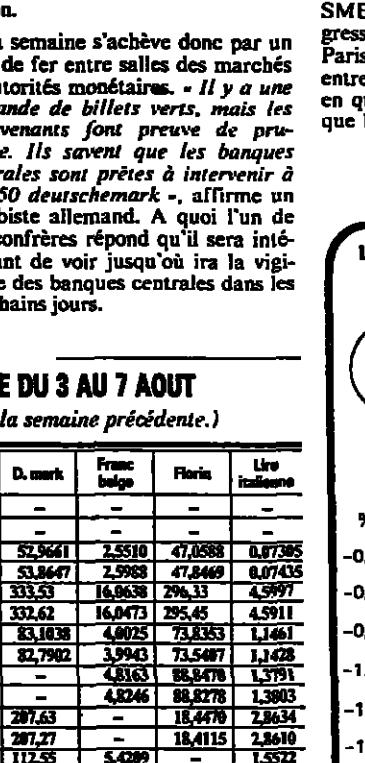
Seule l'opération de refinancement du Trésor américain (voir ci-dessous) pourrait se révéler capable de détourner l'attention des opérateurs de la scène politique, dans l'hypothèse d'un apaisement ou d'une stabilisation de la situation. Elle fournit d'ores et déjà un soutien technique au dollar, notamment à Tokyo. Par ailleurs, l'annonce vendredi d'une nouvelle décade du chômage aux Etats-Unis en juillet, avec 6 % de sans-emploi contre 6,1 % en juin, a contribué à soutenir le sentiment haussier sur le dollar.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

Table with columns: PLACE, Livre, S.E.U., Franc suisse, Franc allemand, D. mark, Franc belge, Florin, Lire italienne. It shows exchange rates for various currencies as of August 7, 1987.

La semaine s'achève donc par un bras de fer entre salles des marchés et autorités monétaires. Il y a une demande de billets verts, mais les intervenants font preuve de prudence. Ils savent que les banques centrales sont prêtes à intervenir à 1,8850 deutschemark, à l'instar du cambiste allemand. A quoi l'un de ses confrères répond qu'il sera intéressant de voir jusqu'où ira la vigilance des banques centrales dans les prochains jours.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE



LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium débridé

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

La tendance mondiale à la hausse des taux, sous-jacente depuis quelques mois, s'est vraiment confirmée cette semaine, au cours de laquelle la montée des tensions internationales dans la région du Golfe a déclenché un mouvement de pessimisme sur les marchés obligataires et monétaires. On redoute avant tout une résurgence de l'inflation, en particulier à cause de la poussée des prix pétroliers en début de semaine et des anticipations de poursuite de la hausse des cours du brut.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium débridé

Le marché monétaire et obligataire

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium débridé

La tension sur les taux

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

<b>ÉTRANGER</b>	<b>POLITIQUE</b>	<b>SOCIÉTÉ</b>	<b>CULTURE</b>	<b>ÉCONOMIE</b>	<b>SERVICES</b>	<b>MINITEL</b>
3 La mort de Camille Chamoun. — La tension dans le Golfe. 4 Le décès de Nobusuke Kishi, ancien premier ministre du Japon. — L'anniversaire d'Hiroshima.	5 L'enquête sur l'assassinat au Pays basque. — La « guerre » selon M. Michel Debré. — Le décès de Léon Noël.	6 Deux nouvelles expulsions au Pays basque. — Manifestation antiraciste à Nice après le meurtre d'un ouvrier tunisien. — Le sport sera-t-il victime de la loi contre l'alcoolisme ?	7 L'exposition « Laborateur au Pays basque ». — Les photographies de Zola au musée-galerie de la SETA. 5 Communication : brouilles et embrouilles sur la FM parisienne.	11 L'emploi du temps des Français. 11 Le rapport annuel de l'OCDE sur l'économie britannique. 11 Revue des valeurs. 13 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements ..... 2 Météorologie ..... 9 Mots croisés ..... 9 Camet ..... 9 Spectacles ..... 8	● Exclutif : qui sont les tueurs corse. EXL ● Repères : flash-back sur la semaine. REP ● Jeux : jous avec le Monde. JEUX Actualité Sports International. Culture. Jeux. Bourse. 3615 Tapez LEMONDE
<b>DATES</b>	<b>CHRONOLOGIE</b>					
2 Il y a vingt-cinq ans : la mort de Marilyn Monroe.	10 Juillet 1987 dans le monde.					

## Les négociations sur le désarmement

### M. Chevardnadze espère qu'un accord sur les INF sera mis au point avant sa rencontre avec M. Shultz

GENÈVE  
de notre correspondante

Bien que le terme « constructif » ait été brandi de part et d'autre de la baguette magique destinée à exorciser le sort, l'impression qui prévaut, après le départ de M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, est que son passage sur les rives du Léman n'a été qu'une opération de publicité — encore que ponctuée de menaces — en faveur des positions de M. Gorbatchev.

La venue à Genève de M. Chevardnadze a eu aussi pour effet de redorer le blason de l'interminable et quelque peu terne conférence sur le désarmement, ainsi que de faire progresser les préparatifs de la rencontre que le ministre soviétique doit avoir dans un peu plus d'un mois, à Washington, avec le secrétaire d'Etat américain George Shultz.

Au cours de leur entretien de trois heures — une heure de plus que prévu, — le ministre soviétique et le chef des négociateurs américains à Genève, l'ambassadeur Max Kampelman, sont convenus d'accélérer les négociations afin qu'un projet de traité sur les fusées intermédiaires et de courte portée (INF) acceptable pour les deux parties, soit mis au point avant la rencontre de Washington. Pour ce qui est toutefois des 72 fusées Pershing 1-A basées en République fédérale, les positions ne semblent guère avoir évolué. Pour les Soviétiques, ces fusées doivent être éliminées, un point c'est tout. Tandis que les Américains réaffirment qu'elles appar-

tiennent à la RFA, même si leurs ogives nucléaires sont la propriété des Etats-Unis. La conférence de presse tenue vendredi matin par M. Chevardnadze n'a été qu'une répétition en style plus coram de son intervention de la veille devant la conférence sur le désarmement (*Le Monde* du 7 août).

Le texte soigneusement préparé prononcé au Palais des nations, s'adressant à M. Chevardnadze que l'improvisation. En dépit de ses efforts pour se limiter à ses déclarations de la veille, il y eut quelques questions portant sur d'autres points, notamment sur la situation dans le Golfe. M. Chevardnadze répondit, qu'il jugeait celle-ci « très compliquée et imprévisible », que la présence sur les lieux d'un si grand nombre d'armements et de navires de guerre, en particulier de bâtiments américains, ne pouvait qu'être dangereuse, mais qu'il appartenait à tous les Etats de soutenir les Nations unies et leur secrétaire général, M. Perez de Cuellar afin que la résolution du Conseil de sécurité du 20 juillet tendant à mettre fin à la guerre Irak-Iran soit respectée.

Interrogé sur le projet de conférence de la paix au Proche-Orient et sur une éventuelle reprise des relations diplomatiques de son pays avec l'Etat d'Israël, le ministre soviétique estima que les deux questions ne sauraient être liées, ce qui l'autorisait à ne pas répondre à la deuxième, et assura que Moscou était naturellement favorable à l'idée d'une conférence de la paix.

« Nous [URSS] allons suivre la ligne de Reykjavik, nous avons assez de patience, a poursuivi le leader soviétique. Nous continuerons de coopérer et nous poursuivons le dialogue que quel que soit le président, quelle que soit l'administration élue par le peuple américain. »

« Je ne serai jamais d'accord avec ce qui, qu'il soit, qu'il dit que le peuple américain est agressif envers l'Union soviétique », a-t-il encore déclaré, en ajoutant qu'il n'avait aucune hostilité à l'endroit des Américains « ni aucun respect ». Il a reconnu que le niveau de vie des Américains était supérieur à celui des Soviétiques, mais que le système de protection sociale de son pays était bien supérieur.

Le journal télévisé a diffusé quarante minutes d'extraits de la rencontre de M. Gorbatchev avec ses enseignants.

D'autre part, des extraits de l'allocution prononcée devant le corps diplomatique soviétique, en mai 1986, par M. Gorbatchev, ont été publiés pour la première fois vendredi dans *Messenger du MID*, un bulletin bimensuel du ministère des affaires étrangères.

« Il est impardonnable de penser que nos partenaires (aux négociations) sont plus bêtes que nous », a souligné M. Gorbatchev. « Il ne faut pas penser que l'Union soviétique a une position se transforme en un véritable insensé et que l'on en vienne à sommer les représentants soviétiques, Mister Niet », a-t-il ajouté dans une allusion à Molotov, chef de la diplomatie soviétique sous Staline.

### Le dialogue avec les Etats-Unis se poursuivra « quel que soit le président américain », déclare M. Gorbatchev

Moscou (AFP, Reuter). — L'URSS poursuivra le dialogue avec les Etats-Unis « quel que soit le président élu par le peuple américain », a déclaré, vendredi 7 août à Moscou, M. Mikhaïl Gorbatchev.

Recevant un groupe d'enseignants américains professeurs de russe, M. Gorbatchev a indiqué qu'il menait avec le président Reagan « un dialogue sérieux », même si « parfois nous ne sommes pas contents l'un de l'autre. Les pourparlers se poursuivent. Certains ont intérêt à ce qu'ils aient simplement lieu. Cela ne nous arrange pas. Il faut penser au stade des accords. »

« Si les négociations de Genève doivent servir de prétexte à la poursuite des programmes militaires et aux augmentations des budgets militaires, nous serons résolument contre. Une telle approche est inacceptable », a encore dit M. Gorbatchev.

« Nous [URSS] allons suivre la ligne de Reykjavik, nous avons assez de patience, a poursuivi le leader soviétique. Nous continuerons de coopérer et nous poursuivons le dialogue que quel que soit le président, quelle que soit l'administration élue par le peuple américain. »

« Je ne serai jamais d'accord avec ce qui, qu'il soit, qu'il dit

que le peuple américain est agressif envers l'Union soviétique », a-t-il encore déclaré, en ajoutant qu'il n'avait aucune hostilité à l'endroit des Américains « ni aucun respect ». Il a reconnu que le niveau de vie des Américains était supérieur à celui des Soviétiques, mais que le système de protection sociale de son pays était bien supérieur.

Le journal télévisé a diffusé quarante minutes d'extraits de la rencontre de M. Gorbatchev avec ses enseignants.

D'autre part, des extraits de l'allocution prononcée devant le corps diplomatique soviétique, en mai 1986, par M. Gorbatchev, ont été publiés pour la première fois vendredi dans *Messenger du MID*, un bulletin bimensuel du ministère des affaires étrangères.

« Il est impardonnable de penser que nos partenaires (aux négociations) sont plus bêtes que nous », a souligné M. Gorbatchev. « Il ne faut pas penser que l'Union soviétique a une position se transforme en un véritable insensé et que l'on en vienne à sommer les représentants soviétiques, Mister Niet », a-t-il ajouté dans une allusion à Molotov, chef de la diplomatie soviétique sous Staline.

## Les cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale ont conclu un accord sur le règlement des conflits

Guatemala. — L'accord signé par les cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale (Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et El Salvador) vendredi 7 août dans la capitale guatémaltèque reprend les grandes lignes du plan de paix proposé par le président costaricien Oscar Arias.

Une trêve non seulement au Nicaragua, mais aussi dans d'autres pays de l'isthme comme le Salvador devra prendre effet dans les quatre-vingt-dix jours suivant la signature de l'accord. La mise au point de ce cessez-le-feu sera confiée à une commission composée des ministres des affaires étrangères qui se réunira tous les quinze jours. Les pays concernés s'engagent à ne pas aider les groupes rebelles qui tenteraient de déstabiliser le gouvernement de l'un ou l'autre d'entre eux.

Le document de quatorze pages lu par le président Oscar Arias contient aussi un appel aux gouvernements « extérieurs à la région » à mettre fin au soutien qu'ils apportent à des mouvements rebelles. Cet accord prévoit en outre l'organisation d'élections « libres, pluralistes et honnêtes » dans les délais prévus par les Constitutions des pays concernés.

Les membres d'un futur parlement centraméricain seront élus, dans ces conditions, au cours du premier semestre de 1988. L'appel à l'engagement d'un dialogue interne dans les pays qui connaissent des conflits armés — Nicaragua, El Salvador et Guatemala — mentionne les groupes politiques « non armés », comme dans le texte original du plan Arias, mais élargit cette possibilité aux groupes qui « auront bénéficié de l'amnistie ». Il s'agit en fait

de rendre possible, des négociations, refusées jusqu'alors entre les gouvernements et les groupes des pays concernés.

Au chapitre de la « démocratisation », qui vise particulièrement le Nicaragua, le texte appelle à l'instauration d'« une liberté complète pour la télévision, la radio et la presse » ainsi qu'à l'établissement d'« un pluralisme politique total ». Une commission internationale de vérification et de suivi devrait être créée avec des représentants des Nations unies, de l'Organisation des Etats Américains (OEA), du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) et de son « groupe d'appui » (Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay). Elle sera chargée, dans un délai de cent vingt jours, de vérifier l'exécution des mesures prévues. Enfin, vers le mois de janvier prochain, les cinq présidents centraméricains se réuniront en un nouveau sommet. Ils examineront à cette occasion un rapport de la commission internationale de vérification et de suivi et prendront « les décisions qui s'imposent ».

Les réactions à ce programme étaient encore très prudentes ce samedi en fin de matinée. Aux Etats-Unis, le président de la Chambre des représentants, M. Jim Wright, a indiqué avoir été informé de cette initiative par l'ambassadeur du Costa-Rica à Washington, en ajoutant : « Cela me semble très encourageant ». Le président de la Chambre a aussi estimé que Washington devait soutenir ce plan, même s'il diffère de celui qu'il a lui-même proposé cette semaine avec le président Ronald Reagan. — AP, AP, Reuter, UPI.)

## AFGHANISTAN : l'absence prolongée du numéro un

### M. Najibullah « se repose » en Union soviétique

Moscou (AFP). — Le numéro un afghan, M. Najibullah, « se repose dans une ville d'eaux » d'Union soviétique, a affirmé le vendredi 7 août à Moscou un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov. Jeudi, un autre porte-parole du même ministère avait indiqué que M. Najibullah, âgé de trente-neuf ans, avait quitté Moscou le 21 juillet « pour le sud de l'URSS afin d'y suivre un traitement médical », mais sans pouvoir préciser s'il s'y trouvait encore (*Le Monde* du 7 août).

Le leader afghan était arrivé le 19 juillet en compagnie de son épouse dans la capitale soviétique, où il avait été reçu par M. Mikhaïl Gorbatchev, avant de tenir une

conférence de presse. L'agence Tass avait annoncé son départ de Moscou le 21, mais sans faire état de sa destination. M. Guerassimov n'a pas parlé de « traitement médical » vendredi. « C'est le mois d'août », a-t-il précisé, « et l'absence prolongée de M. Najibullah pendant la période des vacances. Il n'est pas rare pour les dirigeants de pays amis de l'URSS de « partir libres » de venir prendre des vacances en Union soviétique, en règle générale, les médias soviétiques font état de leur présence ou de leur absence, ce qui n'a pas été le cas pour M. Najibullah. L'ancien dirigeant afghan, M. Babrak Karmal, remplacé en mai 1986 par M. Najibullah, se trouve à Moscou depuis trois mois, officiellement pour raisons de santé.

## Les raffineurs appliquent la décision sur le pétrole iranien

Les sociétés de raffinage opérant en France appliquent la décision du gouvernement français de ne plus faire entrer de pétrole ou de produits raffinés iraniens sur le territoire français, indiquant le vendredi 7 août dans un communiqué l'Union des chambres syndicales de l'industrie pétrolière (UCSIP).

« L'industrie française du raffinage demande aux pouvoirs publics que les dispositions nécessaires au contrôle de l'origine des importations de produits finis soient prises, afin que le pétrole iranien auquel les sociétés de raffinage doivent renoncer ne puisse revenir à bas prix sous forme d'importations de produits raffinés », souligne l'UCSIP.

« L'annulation des contrats en cours conclus avant la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran peut entraîner un renchérissement de l'approvisionnement pétrolier du pays », signale le communiqué.

● VIETNAM : les négociations avec Washington. — Les deux premières « réunions d'experts » vietnamiens et américains sur les soldats américains disparus pendant la guerre et sur les « questions humanitaires urgentes » du Vietnam vont avoir lieu au cours du mois d'août à Hanoi, a annoncé, le jeudi 6 août, le porte-parole du ministère vietnamien des affaires étrangères. Il s'agit de deux groupes d'experts, dont le créateur a été décidé lors de la récente visite à Hanoi, du 1<sup>er</sup> au 3 août, du général John Vessey, envoyé spécial du président Reagan.

De son côté, Vietnam a annoncé qu'une délégation américaine séjournera du lundi 10 au mercredi 12 août au Laos, à l'invitation du ministère laotien des affaires étrangères, pour des discussions sur le sort des soldats américains disparus au Laos. La délégation sera conduite à Paris par M. Richard Childress, directeur des affaires asiatiques au Conseil national de sécurité. — (AFP.)

## Les pièces de 10 francs en nickel reprises jusqu'à fin septembre

Les pièces de 10 francs en nickel des types « République » et « Robert Schuman », qui risquaient d'être confondues avec les pièces de 50 centimes, ont cessé d'avoir cours légal le 1<sup>er</sup> mars dernier. Elles devaient être reprises par la Banque de France, les banques et les comptables publics jusqu'au 30 juin. Le ministère des finances vient de faire savoir que le délai de reprise par la Banque de France était étendu jusqu'au 30 septembre.

● AUTOMOBILISME : Rallye d'Argentine. — La troisième étape du Rallye d'Argentine, disputée le vendredi 7 août, autour de Cordoba, a été dominée, une nouvelle fois, par les deux Lancia Delta 4WD. Au classement général, l'italien Massimo Bisoni précède son coéquipier argentin Jorge Recalde de 1 min. 40 s. et l'Allemand de l'Ouest Erwin Weber (Volkswagen Golf GTI) de 17 min. 55 s.

## UGANDA

### La potion n'était pas magique : 201 morts

Charant, tapant en cadence dans leurs mains, quelques sept cents membres de la secte Holy Spirit, (Esprit saint) opposés au gouvernement ont attaqué mercredi 5 août au matin l'aéroport de Soroti, à 250 kilomètres au nord-est de Kampala. Ils étaient persuadés que la potion, concoctée par leur « sorcière », M<sup>lle</sup> Alice Lakwena, qu'ils avaient tous absorbée avant le combat, les immuniserait contre les balles des troupes gouvernementales. Bien : deux cent un morts, et sept prisonniers du côté des rebelles. Deux blessés parmi les troupes gouvernementales.

## Afrique du sud

### Retrait de la dernière grande banque britannique

Johannesburg. — Alors que l'Union nationale des mineurs noirs (UNM), le plus puissant syndicat noir du pays) confirmait, vendredi 7 août, l'ordre de grève donné à partir de dimanche 9 août dans plusieurs mines d'or et de charbon, on apprend ce même jour le retrait d'Afrique du Sud de la dernière grande banque britannique encore présente. M. Henri de Villiers, le président de la Standard Chartered Bank (Stancha) annonçait en effet au cours d'une conférence de presse la vente des 39 % que la Stancha détenait dans la Standard Bank, l'une des deux principales banques sud-africaines. Ce retrait fait suite à celui, en 1987, d'une autre grande banque britannique, la Barclays, qui avait vendu les 40 % qu'elle détenait dans sa filiale sud-africaine. Depuis 1984, les opérations de désinvestissement des entreprises étrangères en Afrique du Sud ont dépassé la centaine. — (AFP.)

## Pour permettre une tournée de joueurs australiens

### Le président de la Fédération de rugby est prêt à démissionner

M. Danie Craven, le président de la Fédération sud-africaine de rugby (SARB), s'est déclaré, le jeudi 6 août, prêt à démissionner pour permettre à une équipe « rebelle » de rugbymen australiens de faire une tournée en Afrique du sud. « Si c'est la meilleure solution pour mon pays », a-t-il déclaré, « je démissionnerai afin que nos joueurs et notre public obtiennent ce qu'ils méritent. »

Cette soudaine volte-face de M. Craven, qui avait promis l'an dernier à l'International Rugby Board (IRB), après la tournée des « cavaliers » néo-zélandais, que son pays n'accueillera plus de tournée « rebelle », apparaît comme la conséquence des fortes pressions auxquelles il est soumis depuis quelques jours tant de la part des joueurs que des autres dirigeants sud-africains. Si, d'aventure, les rugbymen australiens « rebelles » effectuaient une tournée au pays des Springboks sans l'autorisation de leur fédération et de l'IRB, le rugby mondial se trouverait à coup sûr plongé dans l'une des crises les plus graves de son histoire.

M. Craven semble donc cette fois décidé à prendre le risque d'un conflit ouvert entre l'IRB et la Fédération sud-africaine de rugby pour permettre de rompre l'isolement sportif dans lequel sont plongés les joueurs sud-africains.

## URSS

### Le conteneur-espion s'intéressait à la radioactivité

Le ministère soviétique des affaires étrangères (MID) est revenu vendredi 7 août sur la découverte, en janvier 1986, à Moscou, d'un conteneur affrété par une firme japonaise et destiné à une firme ouest-allemande.

L'organe du gouvernement, *Izvestia*, avait révélé cette affaire le 10 juin dernier. Le conteneur, embarqué au Japon, devait transiter par la Transibérienne, du port de Nakhodka (Extrême-Orient soviétique) à Leningrad, avant d'être envoyé à Hambourg. Un haut fonctionnaire des douanes soviétiques a expliqué, photos à l'appui, que le conteneur, supposé transporter des pots en terre cuite, était en fait « truffé » d'équipements, dont deux caméras, des appareils de mesure de radioactivité et des ordinateurs. Plusieurs de ces appareils ont été exposés au centre de presse du MID.

Le responsable des douanes, qui suppose que « ce conteneur a transité à plusieurs reprises à travers l'URSS », a affirmé que le but de l'opération était notamment de « détecter des sources de radioactivité » et de prendre des photos. La société japonaise Transish, responsable du transport du conteneur, s'est vue infliger une amende de 3,2 millions de francs. (AFP.)

## URSS : Grave collision ferroviaire dans le sud-ouest de la Russie.

Une collision entre un convoi de marchandises et un train de voyageurs a fait de nombreux morts, vendredi 7 août, en gare de Kamenskaja, près de Rostov-sur-le-Don, dans le sud-ouest de la République de Russie. L'agence Tass, qui a qualifié l'accident de « désastre », ne donne aucun bilan précis, mais laisse entendre que le nombre de morts pourrait être élevé. Les autorités soviétiques ont rarement révélé dans le passé les bilans des accidents ferroviaires. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 8 août 1987 a été tiré à 459 982 exemplaires

A B C . . . E F G H

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENEZ

## Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, LM

Ecole Suisse de Graphologie, Beau-Site 581, CH-2003 Pully, Suisse

## Dans « Le Monde Economie »

### Devoirs de vacances

Quatre responsables politiques de la majorité et de l'opposition ont accepté de traiter les sujets proposés en juin dernier aux candidats au baccalauréat B d'économie. Les « copies » seront publiées, chaque semaine, à partir de lundi prochain (numéro daté du mardi 11 août) dans « Le Monde Economie ».

M. Michel Noir, ministre chargé du commerce extérieur, doit le premier « expliquer pourquoi la balance commerciale de la France est généralement déficitaire depuis 1970 ». Il sera suivi, dans nos éditions datées du mardi 18 août, de celle qui

l'avait précédé quai Branly, M<sup>me</sup> Edith Cresson.

Puis M. Michel Delebarre, ancien ministre du travail, répondra à la question : « Dans quelle mesure l'évolution démographique, économique et sociale met-elle en cause la nature du système de financement des retraites en France ? » Enfin, dans nos éditions datées du mardi 1<sup>er</sup> septembre, ce sera le tour de M. Alain Juppé, ministre chargé du budget.

Il n'y aura pas d'oral de rattrapage. Aux lecteurs de noter ces « copies ».

